

**LES FEMMES ET L'EAU EN AFRIQUE:**

**UN APERÇU DES  
LUTTES POUR LA  
JUSTICE DE L'EAU**

**URGENT  
ACTION  
FUND +  
AFRICA**

FOR WOMN'S HUMAN RIGHTS



L'action d'UAF-Afrique est alignée sur les approches féministes et alternatives du contrôle et de la gestion de l'eau, qui sont axées sur les besoins des personnes les plus marginalisées dans la société - les femmes africaines issues des communautés pauvres - et qui sont au cœur de cette recherche. Le présent rapport souligne l'urgence du combat des femmes pour l'eau et met en exergue l'intersectionnalité de la problématique de l'eau qui touche à la production alimentaire, à la santé, au logement, à l'assainissement et au changement climatique. Il met en lumière l'importance du renforcement des mouvements sociaux et de la convergence des luttes aux niveaux local, régional et international. Certains des aspects clés de cela sont entre autres l'éducation politique féministe au niveau local, les réunions stratégiques pour renforcer la solidarité, influencer et construire de puissants contre-récits à travers une campagne continentale pour la justice de l'eau.

**Copyright @ UAF-Africa**

© **Tous droits réservés.** Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, distribuée ou transmise de quelque manière que ce soit, ni par quelque moyen que ce soit, sans l'autorisation préalable de l'éditeur, sauf dans le cas de citations succinctes mentionnées dans le cadre de critiques et de certains usages non commerciaux autorisés par la loi sur les droits d'auteur. Un tel usage doit inclure la référence et la citation appropriées de Urgent Action Fund-Africa.

**Auteurs** : Sithandiwe Yeni, Dr Femke Brandt et Dr Koni Benson **Contributrices** : Masa Amir, Onyinyechi Okechukwu, Ndana Bofu-Tawamba, Shinaz Ali, Carol Werunga et Jean Kemitare

**Rédactrices** : Chiogor Ikokwu et Angela Cobbinah

**Illustration et Design** : Bale Legoabe et Mwaka Samson

**Images** : Shutterstock

# REMERCIEMENTS

UAF-Africa apprécie le soutien sans faille dont il a bénéficié du Conseil d'administration et du personnel du Fonds, en particulier de la part de Njoki Njoroge Njehu, Onyinyechi Okechukwu, Jean Kemitare et Ndana Bofu-Tawamba pour la coordination de cette initiative passionnante. Nos remerciements s'adressent également à Sithandiwe Yeni, à Dr Femke Brandt, à Dr Koni Benson et à Beneficial Technologies, l'équipe qui a travaillé sans relâche pour produire cet excellent travail.

Ruth Nyambura a examiné ce rapport dans le cadre d'une évaluation par les pairs - asante sana ! Nous sommes redevables à Koni Benson, Olatunji Buhari, Aderonke Ige, David Boys, Meera Karunanathan, Shinaz Reheema Ali, Carol Werunga et Ndana Bofu-Tawamba dont les connaissances empiriques en la matière, notamment un enracinement solide dans les mouvements féministes et de justice sociale, ont fourni à ce travail une analyse inestimable de la crise de l'eau qui frappe l'Afrique.

Nos profonds remerciements aux défenseuses des droits humains des femmes (DDHF), aux intellectuelles et aux praticiennes dont la passion, l'expertise et les connaissances locales ont apporté à cet ouvrage une dimension analytique aussi bien riche que multiforme.

Nous exprimons notre gratitude aux organisations féministes et de défense des droits des femmes qui ont partagé des exemples classiques et une précieuse analyse intersectionnelle de la privation des femmes africaines de leurs droits de manière disproportionnée par la privatisation croissante des ressources en eau partout sur le continent.

UAF-Africa rend hommage à l'action multidisciplinaire et transformatrice de ses partenaires bénéficiaires de ses subventions, qui ont bien voulu partager leurs expériences de courage et de résistance face à une grave menace. Leur passion, leur engagement inébranlable et la clarté de leur vision politique inspirent UAF-Africa à mobiliser des ressources pour un soutien considérable, stratégique, flexible, à long terme et essentiel afin que les militantes, organisations et mouvements féministes se sentent accompagnés.

La responsabilité du contenu de ce rapport incombe uniquement à UAF-Africa et aux auteures.

# TABLE DES MATIÈRES

Remerciements

Résumé analytique

Introduction 2

Méthodes de recherche 5

Impact de la Covid-19 sur les réalités de l'eau pour les femmes africaines 6

*Impact de la Covid-19 sur l'agriculture à petite échelle* 6

*Impact de la Covid-19 sur l'économie informelle* 7

*Impact de la Covid-19 sur la santé* 8

*Impact de la Covid-19 sur les violences basées sur le genre* 9

Décortiquer la justice de l'eau : Considérations conceptuelles et théoriques 10

Perspectives radicales sur la justice de l'eau 13

*Une critique écoféministe africaine de l'approche des droits humains de la justice de l'eau* 13

*Une approche écoféministe africaine de l'eau* 14

*Exemple A : Le collectif African Water Commons (AWCC) / Le Cap, Afrique du Sud* 15

*Le droit humain à l'eau et le mouvement international pour la justice de l'eau* 20

*Exemple B : Compteurs d'eau prépayés / Water Citizens Network, Ghana* 23

Organisations œuvrant sur la problématique des femmes et de l'eau en Afrique : un aperçu 27

*Tableau : aperçu des organisations œuvrant sur la problématique des femmes et de l'eau en Afrique* 28

*Exemple C: WoMin, construire des alternatives de développement écoféministes africaines* 31

Bibliographie 36

*Littérature* 36

*Rapports* 37

*Webinaires, podcasts* 37

*Sites Web* 38

*Entrevues*



**LE RAPPORT SUR  
« LES FEMMES ET L'EAU »  
EN AFRIQUE ABORDE UNE  
APPROCHE ÉCOFÉMINISTE  
AFRICAINNE DE L'EAU QUI  
INTERROGE LA DYNAMIQUE DU  
POUVOIR AUTOUR DE SON  
ACCÈS ET DE SA DISTRIBUTION.**

# RÉSUMÉ ANALYTIQUE

L'accès à l'eau potable est un droit humain fondamental, mais dont des millions de communautés pauvres à travers l'Afrique sont privés. Ce travail de recherche commandé par Urgent Action Fund-Africa (UAF-Africa) montre comment ce sont les femmes qui portent le poids du manque d'eau et comment ce problème a un impact sur leur santé et leurs moyens de subsistance, ainsi que sur ceux de leurs familles et de leurs communautés. Le rapport exhorte à une campagne pour la justice de l'eau axée sur le renforcement de l'organisation de base et la construction de mouvements féministes en Afrique.

Le rapport intitulé « Les femmes et l'eau en Afrique : Un aperçu des luttes pour la justice de l'eau », examine la privatisation rampante des services d'eau sur le continent et la résistance des militantes face à ce phénomène. UAF-Africa cherche à contribuer au renforcement l'organisation d'une campagne à l'échelle continentale en faveur de la justice de l'eau et à regrouper les femmes africaines issues des formations de la ligne de front pour la justice de l'eau avec comme point d'orgue le rassemblement de groupements de base au Forum populaire mondial alternatif de l'eau à Dakar, au Sénégal en 2022.

Deux études de cas en particulier, du Ghana et de l'Afrique du Sud, donnent un aperçu du terrain gagné par les activistes et du chemin qui reste encore à faire.

S'appuyant sur une analyse documentaire de la littérature et des entretiens en ligne, ce rapport s'ouvre sur une analyse des narratifs concurrents au sujet des causes de l'insécurité hydrique et des pistes de solutions à ce problème avant de s'engager dans un examen du cadre néolibéral dominant.

Le néolibéralisme considère la crise de l'eau comme un problème technique causé par l'accroissement démographique, le changement climatique et l'inefficacité des gouvernements, un problème qui, selon lui, peut être résolu en confiant la gestion des services d'eau au secteur privé.

Une telle approche voit en l'ONU, qui en 2010 a adopté une résolution célèbre reconnaissant le droit humain à l'eau, un des alliés apparemment improbables des partisans du marché libre comme la Banque mondiale.

Loin de relever les défis posés par le manque d'eau, en faire une marchandise crée plus de difficultés pour les femmes des communautés marginalisées. Cette démarche a provoqué la montée de plusieurs organisations anticapitalistes et féministes qui réclament des systèmes démocratisés de contrôle et d'accès à l'eau motivés par le souci de servir le grand public plutôt que par le bénéfice.

Leur action est devenue d'autant plus urgente à la suite de la pandémie de Covid-19 assortie de confinements qui ont mis en évidence la crise hydrique, indique le rapport. Les confinements imposés rigoureusement ont fait que les femmes ne pouvaient plus se rendre dans leurs champs ou vendre leurs marchandises dans la rue, et qu'elles n'avaient pas assez d'eau pour se laver les mains, geste barrière essentiel pour freiner la propagation du virus, et encore moins pour arroser leurs cultures ou abreuver leur bétail.

Incapables de gagner leur vie et coincées à la maison, cela a inévitablement créé des tensions, exposant les femmes vulnérables à la violence domestique. Beaucoup d'entre elles ont été obligées de prendre des risques d'être victimes d'agressions sexuelles en parcourant de longues distances à la recherche de l'eau.

Le rapport souligne que les confinements n'ont servi qu'à exacerber les inégalités déjà existantes qui caractérisent la vie des femmes, en particulier dans les domaines de la santé, du logement, de l'assainissement et des violences sexistes, qui se recoupent tous avec la rareté d'eau liée à « la dynamique sociale non résolue du colonialisme basée sur le capitalisme racial et le sexisme, qui continuent de donner lieu à des statistiques lamentables pour les femmes et les filles ».

« Les femmes et l'eau en Afrique » aborde une approche écoféministe africaine de l'eau qui interroge la dynamique du pouvoir autour de son accès et de sa distribution.

Il met également en évidence la façon dont les entités néolibérales ont brouillé les pistes en récupérant le langage de la gauche, pour parler d'« eau pour tous », de « durabilité » et de « conservation » tout en mettant l'eau sur un marché truqué contre les pauvres. Cela s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle ruée vers l'or. En effet, l'eau est désormais appelée l'« or bleu » et les contrats à terme sur l'eau font leur première incursion dans les marchés boursiers mondiaux.

Face à l'enthousiasme dont les gouvernements font preuve en s'alliant aux corsaires, on a supposé qu'il n'y avait pas moyen d'arrêter la vague des prises de contrôle des services d'eau par les entreprises sur le continent. Loin de là. Les campagnes autour de l'eau prennent de l'ampleur depuis le début des années 2000. Le Cap, en Afrique du Sud, a été particulièrement le théâtre des campagnes de mobilisations contre l'installation de compteurs d'eau coûteux qui limitent la quantité d'eau reçue en une journée, sous la houlette d'African Water Commons Collective, une coalition d'activistes pour la justice de l'eau. Recourant à un arsenal de tactiques de campagne communautaires dans lesquelles « tout le monde est un organisateur », elle travaille principalement avec des femmes dans une ville qui s'est presque asséchée en 2018 et où les activistes de l'eau ont fait face à des réactions féroces.

Au Ghana, le combat pour ramener les services d'eau sous contrôle public est passé par trois campagnes

**"LE RAPPORT MET EN LUMIÈRE LA FAÇON DONT LES ENTITÉS NÉOLIBÉRALES ONT BROUILLÉ LES PISTES EN RÉCUPÉRANT LE LANGAGE DE LA GAUCHE, POUR PARLER D'« EAU POUR TOUS », DE « DURABILITÉ » ET DE « CONSERVATION » TOUT EN METTANT L'EAU SUR UN MARCHÉ TRUQUÉ CONTRE LES PAUVRES.»**

réussies pour empêcher le gouvernement d'introduire de manière permanente des compteurs d'eau prépayés via des acteurs privés. Le Water Citizens Network et d'autres groupes de la société civile ont mené une intense campagne médiatique pour mettre les autorités sur la sellette, soulignant à quel point le nouveau système était coûteux et entraînait des coupures et des épidémies de choléra et de dysenterie. Les compteurs prépayés ont finalement été abandonnés en 2016 au profit des cartes de paiement à gratter. Même si la bataille a été gagnée, la guerre se poursuit à travers la campagne pour un service géré par la municipalité qui prend en compte le souci quotidien des femmes de

fournir de l'eau aux ménages.

Le rapport indique également que de nombreuses organisations d'activistes africaines ne mettent pas un accent particulier sur le genre ou ne mènent pas de campagnes sur des questions controversées en dehors de l'eau, comme l'alimentation, la terre et le logement. La marche à suivre, selon UAF-Africa, consiste à rassembler les activistes de diverses organisations. Non seulement cette approche permet d'en augmenter le nombre, mais elle crée également une plate-forme de partage de stratégies et de savoirs, menant finalement à la construction d'un mouvement féministe panafricain. Parmi les groupes examinés à cet égard figure WoMin, une organisation écoféministe basée à Johannesburg, qui a des partenariats avec d'autres organisations dans 13 pays africains, en particulier celles qui luttent contre les dommages environnementaux causés par les industries extractives et la construction de barrages.

Alors que le rapport met fin au mythe du citoyen passif et de l'entreprise omnipotente, avec des investisseurs étrangers et des gouvernements impatients de libéraliser le marché de l'eau en Afrique, il souligne le besoin urgent d'un réseau continental de groupes œuvrant sur la justice de l'eau et ainsi que la nécessité d'une plus grande collaboration et des recherches plus approfondies. À cette fin, UAF-Africa s'engage à œuvrer pour le renforcement de l'organisation de la base et de la construction du mouvement féministe à l'approche du Forum mondial alternatif populaire sur l'eau édition 2022, qui se tient pour la première fois en Afrique sub-saharienne.



**La voie à suivre consiste à mobiliser les activistes de tous bords. Cela permettra non seulement d'atteindre l'objectif de la solidarité et du pouvoir collectif, mais créera également une plate-forme de partage d'expériences et de stratégies, ouvrant finalement la voie à un mouvement panafricain féministe plus fort pour la justice de l'eau.**

# INTRODUCTION

La pandémie de Covid-19 a mis en lumière l'urgence des combats pour la justice de l'eau en Afrique, notamment les réalités vécues par des femmes africaines marginalisées. Le lavage des mains est l'un des gestes barrières les plus importants et les plus efficaces pour prévenir la propagation de la Covid-19.



NÉANMOINS, EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE, PLUS DE 40 % DE LA POPULATION N'A PAS ACCÈS À L'EAU POTABLE. LES FEMMES PORTENT LE POIDS DE CETTE CRISE DE SANTÉ PUBLIQUE EN RAISON DES INÉGALITÉS ACTUELLES ENTRE LES RACES, LES CLASSES ET LES SEXES. LES RÉALITÉS DE L'EAU FAÇONNENT LE VÉCU DES FEMMES AFRICAINES EN MATIÈRE DE TRAVAIL, DE MOYENS DE SUBSISTANCE ET DE VIE FAMILLIALE .

**"LES CRISES MONDIALES ACTUELLES DE LA SANTÉ, DE LA FAIM ET DU CLIMAT NOUS OBLIGENT À TRAITER L'EAU COMME UN PROBLÈME POLITIQUE ET FÉMINISTE QUI NÉCESSITE UNE SOLUTION POLITIQUE PORTÉE PAR DE PUISSANTS MOUVEMENTS POPULAIRES DE JUSTICE SOCIALE."**

La pandémie de Covid-19 a mis en lumière l'urgence des luttes pour la justice de l'eau en Afrique, en particulier les réalités vécues des femmes africaines marginalisées. Le lavage des mains est l'un des gestes barrières les plus importants et les plus efficaces pour prévenir la propagation de la Covid-19. Le lavage des mains n'est possible que lorsque l'eau est disponible. Néanmoins, en Afrique sub-saharienne, plus de 40 % de la population n'a pas accès à l'eau potable. Les femmes portent le poids de cette crise de santé publique en raison des inégalités actuelles entre les races, les classes et les sexes. Les réalités de l'eau façonnent le vécu des femmes africaines en matière de travail, de moyens de subsistance et de vie familiale.

Les problèmes liés à l'eau recoupent les problèmes communautaires liés à la fourniture de services de base, au logement, à la terre, à l'alimentation, à la santé, au travail et aux violences sexistes. L'eau est au cœur à la fois de la crise climatique, de la crise de la faim et de la crise des conflits armés sur le continent. Le présent rapport soutient que les crises mondiales actuelles de la santé, de la faim et du climat nous obligent à traiter l'eau comme un problème politique et féministe qui nécessite une solution politique portée par de puissants mouvements de justice sociale de base.

Cette étude documentaire vise à mener une analyse féministe du

travail effectué par diverses organisations sur les femmes et l'eau en Afrique. L'objectif général de cette étude est d'éclairer une campagne d'une année en faveur de la justice de l'eau pour les femmes africaines. Il existe un consensus parmi les différents acteurs impliqués dans les questions d'eau en Afrique sur le fait que les femmes africaines issues des communautés marginalisées sont les plus touchées par le manque d'eau. Néanmoins, les opinions divergent quant aux causes profondes des problèmes d'eau et aux pistes de solutions.

D'une part, il y a la vision néolibérale dominante promue par les économistes traditionnels, les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale, les institutions inter-gouvernementales telles que les Nations Unies et les organismes donateurs internationaux tels que l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Ceux-ci considèrent la crise hydrique comme un problème technique causé par la croissance démographique, le changement climatique et l'incapacité des gouvernements nationaux à gérer et à distribuer l'eau efficacement.

Les solutions proposées par ces néolibéraux consistent à confier le rôle de contrôle et de gestion de l'eau aux sociétés multinationales. Par ce processus, l'eau est convertie en une marchandise qui doit être échangée sur le marché.

S'appuyant sur des exemples de luttes pour l'eau dans des pays comme le Ghana et l'Afrique du Sud, l'étude a révélé qu'une approche néolibérale ne répond pas aux défis de manque d'eau auxquels sont confrontées les femmes africaines issues des communautés marginalisées.

Ainsi, les moyens de subsistance des femmes sont compromis, elles subissent la violence de la part des hommes sur le chemin de la collecte de l'eau, et leur santé en souffre, tout comme celle de leurs enfants.

D'un autre côté, une vision radicale et alternative au modèle néolibéral a été développée par des organisations féministes et écoféministes telles que le Collectif écoféministe africain, des mouvements panafricains tels que Africans Rising, des mouvements sociaux comme le Forum anti-privatisation et l'Assemblée des femmes rurales, des universitaires progressistes et des organisations non gouvernementales, dont WoMin et Earth Life .

Ces organisations réclament des systèmes démocratisés de contrôle et d'accès à l'eau, en particulier pour les femmes africaines, qui soient ancrés dans les relations sociales et les pratiques et exigences des femmes. Ces radicaux rejettent la privatisation de l'eau et son contrôle par des sociétés multinationales dont l'objectif principal est de générer des bénéfices.

Le travail d'UAF-Africa est aligné sur les approches féministes et alternatives du contrôle et de la gestion de l'eau, qui sont axées sur les besoins des personnes les plus marginalisées dans la société - les femmes africaines issues des communautés pauvres - et qui sont au cœur de cette recherche. Le présent rapport souligne l'urgence du combat des femmes

pour l'eau et met en exergue l'intersectionnalité de la problématique de l'eau qui touche à la production alimentaire, à la santé, au logement, à l'assainissement et au changement climatique. En raison du caractère mondial de la crise hydrique et des solutions proposées, le rapport met en lumière l'importance du renforcement des mouvements sociaux et

de la convergence des combats aux niveaux local, régional et international. Certains des aspects clés de cela sont entre autres l'éducation politique féministe au niveau local, les réunions stratégiques pour renforcer la solidarité, influencer et construire de puissants contre-récits à travers une campagne continentale pour la justice de l'eau.

### **LES AUTEURS DE CE RAPPORT SE PROPOSENT DE RÉPONDRE AUX QUESTIONS DE RECHERCHE SUIVANTES :**

- Qu'est-ce que la justice de l'eau et pourquoi est-elle un enjeu féministe ?
- Quels sont les cadres théoriques utilisés dans le discours sur la justice de l'eau ?
- Quelles sont les organisations qui travaillent sur cette problématique en Afrique ? Quelle est leur portée, leur approche et leur empreinte ?
- Quels sont les problèmes de justice de l'eau auxquels les femmes africaines sont confrontées en Afrique ?
- Quel a été l'impact de la COVID-19 sur les femmes africaines ?
- Quelles sont les solutions et actions alternatives que différentes organisations développent et promeuvent en vue de la justice de l'eau pour les femmes africaines ?

Le chapitre suivant explique d'abord le processus et les méthodes de recherche de cette étude. Il procède ensuite à une esquisse des réalités de l'eau qui sont celles des femmes africaines dans le contexte de la pandémie de Covid-19 et des confinements. Viennent enfin les considérations conceptuelles et théoriques liées à la justice de l'eau avant d'aborder les approches radicales et écoféministes.

En outre, le rapport présente trois études de cas qui illustrent plus en détail l'état des campagnes pour la justice de l'eau et leur mode d'organisation sur le continent. Nous avons jugé pertinent de présenter des exemples de différentes zones, urbaines et rurales, et d'examiner leur importance quant aux luttes des femmes africaines pour la justice de l'eau. Le dernier chapitre propose un tour d'horizon des organisations africaines travaillant sur la problématique des femmes et l'eau. Il donne un aperçu de la grande variété d'approches et d'activités que l'on trouve dans ce domaine. Dans la conclusion du rapport, nous avons formulé des recommandations spécifiques à la campagne pour la justice de l'eau qui vise à répondre au besoin d'une approche de renforcement du mouvement féministe pour la justice de l'eau et la justice sociale au sens large au niveau de l'Afrique.

# MÉTHODES DE RECHERCHE

Les données présentées dans ce rapport ont été recueillies par le biais d'un examen documentaire de la littérature et d'autres sources d'information, telles que des articles universitaires sur la justice de l'eau, le genre et le féminisme, des rapports annuels d'organisations non gouvernementales (ONG), d mouvements sociaux, d'organismes donateurs internationaux et d'institutions intergouvernementales, d'initiatives de partenariat entre les secteurs public et privé.

Une équipe de trois chercheuses justifiant d'une vaste expérience en matière de luttes pour la justice sociale en Afrique du Sud a travaillé sur ce rapport. Leurs relations avec des activistes et des organisations de la société civile leur ont permis d'avoir accès à des sources d'information pertinentes, dont des personnes à interroger et à contacter en préparation de la campagne d'UAF-Africa pour la justice de l'eau. La recherche et la rédaction ont été réalisées entre février et mars 2021.

Alors que les termes de référence indiquaient qu'il s'agissait d'une étude documentaire, les chercheuses l'ont complétée avec des données primaires, qui ont été recueillies par e-mail et par des entretiens via Zoom. La raison pour laquelle les entretiens ont été menés de cette manière est que les chercheuses ont trouvé que l'étude documentaire était limitée quant à l'obtention des informations sur les organisations ou les mouvements sociaux de base dont le travail n'était pas disponible en ligne.

Pour ce faire, les chercheuses ont contacté des personnes travaillant sur la justice de l'eau et les questions connexes dans leurs réseaux respectifs et ont pu réaliser huit entretiens avec des activistes engagées dans l'action régionale et internationale sur cette problématique. Compte tenu des contraintes de temps, la collecte de données primaires a été limitée, mais nous pensons qu'elle a fourni des informations pertinentes et cruciales sur les combats pour la justice de l'eau.

# L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR LES RÉALITÉS DE L'EAU POUR LES PETITS AGRICULTEURS

La justice de l'eau est une question intersectionnelle, ce qui signifie que le combat pour l'eau est lié aux luttes pour les droits à la terre, à l'alimentation, à la production et aux moyens de subsistance. Face à la pandémie, les pays ont imposé des confinements qui ont affecté la vie, les moyens de subsistance et les réalités de l'eau des femmes de manière spécifique.

La justice de l'eau est une question intersectionnelle, ce qui signifie que le combat pour l'eau est lié aux combats pour les droits à la terre, à l'alimentation, à la production et aux moyens de subsistance. Face à la pandémie, les pays ont imposé des confinements qui ont affecté la vie, les moyens de subsistance et les réalités de l'eau des femmes de manière spécifique. Il est important de faire la distinction entre l'impact de la Covid-19 en tant que maladie et les restrictions imposées par les États sur la mobilité et l'activité économique. Dans des pays comme l'Afrique du Sud et le Zimbabwe, les premiers décès liés à la Covid-19 furent imputables à la répression par l'État lorsque des personnes vulnérables ont été la cible d'une flambée d'abus et de violences perpétrées par des forces de l'ordre. Les femmes ont été particulièrement harcelées et menacées par la police et l'armée alors qu'elles essayaient de subvenir à leurs besoins quotidiens de base, tels que l'eau. La réalité brutale du manque d'eau touche directement les femmes africaines et leurs communautés. Le changement climatique et les conditions météorologiques extrêmes comme les inondations et les sécheresses créent des problèmes pour les femmes. Leurs efforts en vue de l'avènement de sociétés saines et sûres sont constamment sapés par de mauvaises conditions de vie et des autorités répressives dont la principale préoccupation est de protéger les intérêts commerciaux.

Pour les femmes, le manque d'accès à l'eau signifie que des activités telles que la cuisine, le nettoyage et l'agriculture vivrière, tant dans la sphère domestique que dans le domaine de la production, prennent plus de temps et d'efforts. Dans les environnements marqués par la rareté de l'eau, les femmes doivent choisir la meilleure façon d'utiliser l'eau disponible, ce qui, pendant la Covid-19, signifiait probablement des compromis difficiles entre l'utilisation de l'eau pour le lavage des mains ou pour l'irrigation. L'impact de la pandémie sur les réalités de l'eau chez les femmes africaines peut être compris à travers quatre aspects de la vie et des moyens de subsistance des femmes, à savoir : l'agriculture à petite échelle, l'économie informelle, la santé et la violence basée sur le genre.

# IMPACT DE LA COVID-19 SUR L'AGRICULTURE À PETITE ÉCHELLE

La majorité des femmes africaines rurales sont engagées dans l'agriculture de subsistance. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les femmes africaines représentent 73% des personnes économiquement actives dans l'agriculture et produisent plus de 80% des cultures vivrières. Les femmes rurales sont les garantes de la sécurité alimentaire des ménages en tant que productrices de denrées alimentaires, de bois de chauffage et comme collectrices d'eau. Par conséquent, il est important de comprendre comment les femmes ont eu accès et ont utilisé (plus) d'eau pendant la pandémie et si des compromis ont été faits entre, par exemple, l'utilisation de l'eau pour l'irrigation et le lavage des mains, notamment dans les zones frappées par la pénurie d'eau. L'utilisation de l'eau a-t-elle été réorientée et quelles ont été les priorités des femmes ?

Nous avons constaté que les activités économiques des femmes étaient affectées par les restrictions et le contrôle des déplacements. Les règles relatives au confinement pendant la pandémie de Covid-19 en Afrique du Sud restreignaient la circulation des personnes et stipulaient que tout le monde, à l'exception des travailleurs essentiels, devait rester à la maison. Alors que la production alimentaire est un service essentiel, seuls les grands agriculteurs commerciaux - majoritairement des hommes blancs - étaient considérés comme travailleurs essentiels et ils avaient facilement accès aux permis, ce qui leur permettait de circuler librement et de poursuivre leurs activités agricoles. En revanche, les petits agriculteurs de subsistance - majoritairement des femmes africaines - ne bénéficiaient pas des mêmes privilèges. Elles ont plutôt été empêchées d'aller dans leurs champs et interpellées par des policiers lourdement armés. En conséquence, certaines d'entre elles ont perdu leur bétail, en particulier des chèvres, car elles ne pouvaient pas les promener pour le pâturage.

Elles devaient plutôt les garder dans des kraals sans aliments pour bétail ni eau. De plus, de nombreuses femmes ont perdu leurs cultures parce qu'elles n'ont pas pu récolter à temps, surtout lorsque le confinement a coïncidé avec la saison des récoltes. Les femmes qui ont été confinées pendant la saison de plantation ont raté l'occasion de semer, ce qui signifie qu'elles n'avaient rien à récolter la saison suivante.

« Dans certains pays, seuls les grands agriculteurs commerciaux - principalement des hommes blancs - étaient considérés comme personnels essentiels et ils avaient facilement accès aux permis (pendant le confinement), ce qui leur permettait de circuler librement et de poursuivre leurs activités agricoles. Les petits agriculteurs de subsistance - principalement des femmes africaines - ne jouissaient pas des mêmes privilèges



WoMin: <https://womin.africa/press-release-c19-womens-solidarity/>  
<http://www.fao.org/3/i5251e/i5251e.pdf>

<https://www.wri.org/blog/2020/09/rural-women-must-be-heart-covid-19-response-and-recovery> Interview with Carol Werunga, Urgent Action Fund-Africa.

# IMPACT DE LA COVID-19 SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

**« AU GHANA, WIEGO A INTERROGÉ 193 VENDEUSES DE RUE, COMMERÇANTES DE MARCHÉ ET RÉCUPÉRATRICES DE DÉCHETS, ET A CONSTATÉ QU'À LA SUITE DES MESURES DE CONFINEMENT PENDANT LA CRISE DE COVID-19, LES REVENUS AVAIENT ÉTÉ RÉDUITS. MÊME SI LES TRAVAILLEUSES INFORMELLES ÉTAIENT DE RETOUR DANS LA RUE, BEAUCOUP D'ENTRE ELLES ONT DÉCLARÉ QU'ELLES N'AVAIENT PAS RECOUVRÉ LES PERTES ENCOURUES PENDANT LE CONFINEMENT.**

L'étude réalisée par le réseau Femmes dans l'Emploi Informel : Globalisation et Organisation (WIEGO) sur l'impact de Covid-19 sur les femmes en emploi informel souligne que les femmes ont perdu leurs moyens de subsistance à grande échelle. Par conséquent, la demande d'eau dans les ménages et la pression exercée sur les femmes pour avoir accès à l'eau ont considérablement augmenté. La perte d'emplois et de commerces a également entraîné une augmentation des responsabilités ménagères non rémunérées pour les femmes, telles que le nettoyage, la cuisine et la garde des enfants. Au Ghana, WIEGO a interrogé 193 vendeuses de rue, commerçantes de marché et récupératrices de déchets et a constaté qu'en raison des mesures de confinement pendant la crise de Covid-19, les revenus avaient été réduits. Même si les travailleuses informelles étaient de retour dans la rue, beaucoup d'entre elles ont déclaré qu'elles n'avaient pas recouvré les pertes encourues pendant le confinement. À mesure que les revenus baissaient, le stress au sein du ménage augmentait : 62% des répondantes ont signalé une augmentation des tâches de

nettoyage, 49% ont signalé une augmentation des tâches culinaires et 52% des répondantes ayant des enfants ont rapporté une augmentation des tâches de garde d'enfants pendant la période de crise. L'eau est au centre de ces trois activités et responsabilités, ce qui a accru la pression sur les femmes pour s'assurer qu'il y a suffisamment d'eau au sein du ménage au quotidien.

En Tanzanie, WIEGO a constaté qu'en raison de l'absence de confinement officiel ou généralisé, 84% des travailleuses domestiques à Dar es Salaam ont pu continuer à travailler en avril 2020. Cependant, 12% des travailleuses domestiques ont rapporté des cas de faim dans leurs ménages. Afin de compenser l'impact de la pandémie, 54% de toutes les travailleuses domestiques ont eu recours à des stratégies telles que l'emprunt d'argent et la recherche d'aide auprès d'amis ou de voisins. Des expériences similaires de femmes en emploi informel ont été observées au Sénégal.

L'Afrique du Sud a été la plus durement touchée par la pandémie, avec les taux d'infection les plus

élevés du continent. La réponse du gouvernement en imposant des mesures de confinement strictes a fait que de nombreuses femmes qui étaient engagées dans des activités économiques informelles ont perdu leurs moyens de subsistance. Ces activités comprenaient la vente de plats cuisinés au marché, dans les gares routières ou ferroviaires, la vente de légumes frais et de viande dans les rues et la garde d'enfants dans les garderies, qui étaient toutes à l'arrêt pendant le confinement. WIEGO a constaté que 97% des vendeuses de rue, 95% des commerçantes des marchés et 74% des récupératrices ont cessé de travailler en avril 2020, au plus fort des mesures restrictives. En juillet, aucun des groupes professionnels interrogés n'était revenu aux niveaux moyens de revenu quotidien d'avant les confinements, 72% des travailleuses signalant une baisse du revenu du ménage. La présente étude a en outre établi que pendant le confinement, les travailleurs de tous les groupes professionnels ont signalé une augmentation des tâches ménagères non rémunérées telles que

la cuisine, le nettoyage et la garde d'enfants. Encore une fois, il y avait plus de pression sur les femmes pour trouver suffisamment d'eau pour effectuer ces tâches.

**« Je m'appelle Marrel November et je suis fâchée de devoir vivre sans eau tous les jours. Il (le compteur d'eau) s'allume le matin puis s'arrête à nouveau. Je suis retraitée et je prends des médicaments, comment dois-je prendre des médicaments si je n'ai pas d'eau ?... La nuit, je dois gratter la glace du congélateur pour pouvoir prendre mes comprimés car il n'y a pas d'eau.**

La santé des femmes est étroitement liée à la disponibilité et à la qualité de l'eau. En ce qui concerne la menstruation et d'autres droits sexuels et reproductifs, il est crucial que les filles et les femmes aient un accès constant et fiable à de l'eau potable. L'eau contaminée est un vecteur de maladies d'origine hydrique qui, en combinaison avec la Covid-19, contribuent potentiellement à la comorbidité. Pour prévenir la transmission de la Covid-19, il est important de pratiquer un lavage des mains fréquent. Comme le nombre de personnes restant à la maison

pendant la pandémie a augmenté, il a été difficile de réserver des quantités suffisantes d'eau au lavage des mains.

Les communautés des zones minières supportent déjà de lourdes charges de morbidité (par exemple, les maladies respiratoires dues à la pollution de l'air) et souffrent d'un manque d'accès à l'eau et à l'assainissement depuis longtemps en raison du captage des sources d'eau par les opérations minières. En conséquence, les zones minières sont devenues des foyers de Covid-19, exposant les femmes à la maladie et augmentant considérablement le fardeau des soins.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a fait part de ses inquiétudes quant à l'impact de la Covid-19 sur les femmes et les filles en Afrique, craignant que leurs vulnérabilités ne s'aggravent à mesure que la pandémie submerge le système de santé. La directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique a déclaré que **“nous constatons déjà que l'impact de Covid-19 sur les femmes et les filles est profond. Les femmes sont touchées de manière disproportionnée par les**

**confinements et cela se traduit par un accès réduit aux services de santé”**.

En raison de l'accent mis sur la maîtrise de la propagation de la Covid-19, des services essentiels tels que l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive ont été perturbés et négligés.

Selon l'OMS, au Zimbabwe, le nombre de césariennes pratiquées a diminué de 42 % entre janvier et avril 2020 par rapport à la même période en 2019. Le nombre de naissances vivantes dans les structures de santé a chuté de 21%, tandis que les nouvelles clientes prenant des pilules contraceptives combinées ont chuté de 90%. Au Burundi, les statistiques montrent que les naissances avec assistance qualifiée sont passées de 30 826 en avril 2019 à 4 749 en avril 2020. Ces changements ont un impact direct sur la santé physique et mentale des femmes, causant plus de stress pour elles car on attend toujours d'elles qu'elles accomplissent des tâches ménagères telles que le nettoyage, la collecte de l'eau et la garde des enfants. La citation suivante résume parfaitement certaines de ces difficultés :

# IMPACT DE LA COVID-19 SUR LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE



Il existe un lien étroit entre le manque d'accès fiable à l'eau et les violences basées sur le genre. Dans la plupart des cas, les femmes doivent parcourir de longues distances à la recherche d'eau et risquent d'être harcelées sexuellement et violées par les hommes en cours de route. Il existe également de nombreux cas de bébés abandonnés dans les zones de conflit en République démocratique du Congo (RDC) à cause des jeunes filles qui échangent des rapports sexuels contre des bouteilles d'eau et tombent enceintes

En Somalie, les filles sont vulnérables face à la pratique du mariage précoce, qui est à nouveau en hausse parce que les familles manquent de nourriture et d'eau. Les femmes se positionnent en première ligne de ces luttes qui affectent leurs vies et leurs moyens de subsistance. Lorsque l'eau devient une marchandise et n'est

accessible qu'à ceux qui en ont les moyens, il se produit une grave atteinte à la vie sociale collective des femmes et à la capacité de la communauté à développer des réseaux alternatifs de sécurité sociale. Nous le voyons dans la disparition des cuisines et des jardins communautaires à travers le continent dans les zones où l'eau est gérée au niveau restreint des ménages individuels.

Une étude menée par ONU Femmes a révélé que les signalements de violence à l'égard des femmes, en particulier de violence domestique, ont augmenté dans plusieurs pays en raison des problèmes de sécurité, de santé et financiers créant des tensions, aggravées par les conditions de vie à l'étroit et dans un espace clos qui caractérisent le confinement. De nombreuses femmes étaient coincées à la maison avec leurs agresseurs, tout en étant coupées

de leur capacité à gagner leur vie. Ces violences peuvent encore être liées à l'eau car la pression exercée sur les femmes pour effectuer les tâches ménagères a augmenté pendant les confinements.

Ce chapitre a brossé un tableau des réalités de l'eau des femmes pendant la pandémie de Covid-19 et les confinements imposés par les gouvernements. Dans la plupart des cas, ces réalités existaient déjà, mais ont été exacerbées par la crise de santé publique et les réponses à celle-ci, les conditions de vie à l'étroit et dans un espace clos qui caractérisent le confinement. De nombreuses femmes étaient coincées à la maison avec leurs agresseurs, tout en étant coupées de leur capacité à gagner leur vie. Ces violences peuvent encore être liées à l'eau car la pression exercée sur les femmes pour effectuer les tâches ménagères a augmenté pendant les confinements.

Interview with Carol Werunga, UAF-Africa, 19 February 2021 | Interview with Meera Karunanathan, 22 February 2021  
<https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/gender-based-violence-and-covid-19.html> | Vandana, Shiva. 2001. Water Wars: Privatization, Pollution and Profit. Pluto Press, London  
Margreet Z Zwartveen and Rutgerd Boelens. 2014. 'Defining, researching and struggling for water justice: some conceptual building blocks for research and action', Water International, 39:2, 143-158



**« Il existe un lien étroit entre le manque d'accès fiable à l'eau et la violence sexiste. Dans la plupart des cas, les femmes doivent parcourir de longues distances à la recherche d'eau et risquent d'être harcelées sexuellement et violées par les hommes en cours de route. »**

# MÉTHODES RADICALES SUR LA JUSTICE DE L'EAU

**« LES RÉFLEXIONS FÉMINISTES SUR L'INSÉCURITÉ FONCIÈRE ET LES INÉGALITÉS SOCIALES LIÉES À L'EAU SE HEURTENT AUX TERMES D'UN CADRE NÉOLIBÉRAL QUI INVISIBILISE, NATURALISE ET OBJECTIVE LES POLITIQUES ET LES POUVOIRS IMPLIQUÉS DANS LA RÉALLOCATION DE L'EAU. UNE RÉPONSE FÉMINISTE EXHORTE À REMETTRE EN QUESTION L'INDIVIDUALISATION, LA MARCHANDISATION ET L'ORIENTATION CONSOMMATEUR/CLIENT DU PARADIGME NÉOLIBÉRAL**

La justice de l'eau concerne les questions de contrôle, de distribution, d'accès et de gestion de l'eau et est intégrée et spécifique aux contextes historiques et socioculturels. Avec la mondialisation et l'intensification des politiques néolibérales dans la gestion des ressources naturelles, couplées à la crise climatique mondiale, le contrôle et l'accès à l'eau en tant que ressource naturelle et sociale sont fortement contestés. Les idées néolibérales largement promues par les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) à travers les programmes d'ajustement structurel (PAS), ont influencé les politiques gouvernementales relatives à la réglementation et à la

gestion de l'eau en Afrique et au-delà. Par conséquent, des intérêts puissants dans la société, tels que des multinationales défendent la marchandisation et la privatisation de l'eau, et des villes sont gérées sur la base du modèle de recouvrement des coûts.

La privatisation de l'eau a été un désastre pour les communautés africaines pauvres, les femmes portant le plus lourd fardeau d'un accès limité à l'eau potable. Différents acteurs de la société ont réagi à la crise hydrique d'origine humaine de diverses manières, influencés par leur compréhension des causes profondes du problème et de ses solutions.

Les institutions intergouvernementales telles que l'ONU, qui est très influente à travers son action de conseil politique auprès de nombreux gouvernements en Afrique et ailleurs, sont fortement impliquées dans la problématique d'accès à l'eau par le biais des mécanismes de prestation de services améliorés. L'initiative Eau, Assainissement et Hygiène (WASH) de l'ONU, dans le cadre de ses objectifs de développement durable, la propriété, le contrôle, la gestion et la distribution de l'eau, n'explique pas pourquoi certaines personnes ont un accès fiable et constant à de l'eau potable alors que d'autres ne l'ont pas.



La principale explication de la pénurie d'eau et de l'insécurité hydrique mise en avant par les gouvernements et les institutions telles que la Banque mondiale est que ce phénomène est la conséquence du changement climatique, de la croissance démographique et des processus d'urbanisation. On prévoit que d'ici à 2050, 1,6 milliards d'Africains vivront dans des villes et des bidonvilles urbains. D'après ces acteurs, les gouvernements africains n'ont pas la capacité de fournir des services d'eau à autant de personnes concentrées dans les zones urbaines et ont besoin de l'aide du secteur privé pour mettre à la disposition des populations des services, tels que l'eau potable et les toilettes.

Selon l'explication dominante de la pénurie d'eau, la solution est technique : résoudre les problèmes de prestation de services, des infrastructures et des politiques de l'eau pour garantir à tous la jouissance de leur droit humain à l'eau et à l'assainissement. La pensée néolibérale suppose que la création de marchés pour les services de l'eau et les partenariats avec des investisseurs privés sont le meilleur modèle pour résoudre les problèmes de l'eau. Ces opinions et narratifs néolibéraux ont été contestés par des groupes féministes, des militantes de base, des réseaux internationaux de mouvements sociaux, des universitaires progressistes et des ONG.

Les militantes de la justice de l'eau du monde entier ont contesté

la vision néolibérale du contrôle et de la distribution de l'eau, en plaidant pour la démocratisation du contrôle et de l'accès à l'eau fondée sur le principe selon lequel l'eau est un droit humain plutôt qu'une marchandise entre les mains de quelques sociétés privées travaillant en étroite collaboration avec des puissantes élites au pouvoir. Pour les militantes de la justice de l'eau, le contrôle et la gestion de l'eau doivent être guidés par les pratiques locales et les besoins des gens ordinaires, et doivent être abordés à travers le prisme du genre. Autour du début des années 2000, l'on a assisté à un mouvement mondial de résistance des communautés face à la privatisation de l'eau. En Afrique du Sud, par exemple, le Forum anti-privatisation s'est engagé auprès de réseaux

mondiaux, assumant le leadership et la coordination des efforts pour mettre fin au pouvoir des acteurs dominants en matière de contrôle et de gestion de l'eau.

Au cours de la même période, le Blue Planet Project, basé au Canada, s'est fortement impliqué dans la construction d'une campagne mondiale autour de l'eau et de l'assainissement pour qu'ils soient reconnus comme des droits humains. Les personnes impliquées au départ collaboraient avec d'autres organisations internationales et locales œuvrant dans le cadre du Forum mondial de l'eau. Les organismes onusiens et les entreprises portaient le discours sur l'eau au Forum mondial de l'eau, et le mouvement pour la justice de l'eau s'est transformé en un réseau mondial et a émergé au niveau régional pour prendre le contre-pied du discours dominant.

En Afrique, un réseau s'est formé lors du Forum social mondial de Nairobi en 2007, mais en raison du manque de ressources et de la vague de réactions négatives contre les mouvements anti-privatisation, il a eu de la peine à se développer et à se renforcer.

Il est nécessaire d'avoir une compréhension critique et féministe de la politique actuelle de l'eau en Afrique. Le vécu quotidien des habitants des bidonvilles urbains, des agriculteurs de subsistance, des femmes pêcheurs et des personnes issues des communautés minières et des zones rurales prouve largement que l'approche néolibérale ne fonctionne pas. Au contraire, leur vécu est fait de cas de dépossession, de violences et de luttes de pouvoir à la suite de la

privatisation et de la gouvernance néolibérale de l'eau. Les communautés africaines s'opposent aux investisseurs dans les aménagements urbains, l'agriculture à grande échelle et les entreprises extractives, qui cherchent à générer des profits à partir de l'eau – désormais connue sous le nom de l'« or bleu ». En conséquence, les communautés sont directement affectées par le manque de prestation de services, la pollution des rivières et l'augmentation du coût et le contrôle de l'utilisation de l'eau par les compteurs d'eau et les « **appareils de gestion** » de l'eau. Par conséquent, une solution plus durable à la pénurie d'eau causée par l'homme consiste à défier le courant sous-jacent de la dynamique de pouvoir néolibérale.

**« IL EST PRÉVU QUE D'ICI À 2050, 1,6 MILLIARDS D'AFRICAINS VIVRONT DANS LES VILLES ET LES BIDONVILLES URBAINS. D'APRÈS CES ACTEURS, LES GOUVERNEMENTS AFRICAINS N'ONT PAS LA CAPACITÉ DE FOURNIR DES SERVICES D'EAU À AUTANT DE PERSONNES CONCENTRÉES DANS LES ZONES URBAINES ET ONT BESOIN DE L'AIDE DU SECTEUR PRIVÉ POUR METTRE À LA DISPOSITION DES POPULATIONS DES SERVICES, TELS QUE L'EAU POTABLE ET LES TOILETTES. LES ACTIVISTES DE LA JUSTICE DE L'EAU À TRAVERS LE MONDE ONT CONTESTÉ CE CADRE NÉOLIBÉRAL DE L'EAU, DE SON CONTRÔLE ET DE SA DISTRIBUTION. »**

# PERSPECTIVES RADICALES SUR LA JUSTICE DE L'EAU

*« L'EAU EST UNE QUESTION INTERSECTIONNELLE ET FÉMINISTE, TOUT COMME LA JUSTICE DE L'EAU. PARTOUT EN AFRIQUE, LES LUTTES POUR L'EAU SONT AU CŒUR DES CONFLITS CIVILS ET DES TENSIONS DOMESTIQUES. CES PROBLÈMES LIÉS À L'EAU AUXQUELS LES FEMMES SONT CONFRONTÉES À TRAVERS LE MONDE SONT EXACERBÉS PAR LES POLITIQUES NÉOLIBÉRALES DE L'EAU, TANDIS QUE LES FÉMINISTES RADICALES ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX CONTINUENT DE LES CONTESTER.*

L'eau est une question intersectionnelle et féministe, tout comme la justice de l'eau. Les luttes pour l'eau sont liées aux problèmes de prestation de services - fourniture d'électricité et de logements décentes – en plus d'être lié à la terre, à l'agriculture, à l'alimentation et à la santé. L'expérience universelle montre que l'eau et les luttes pour l'eau affectent principalement les femmes, qui sont responsables du travail de soins dans les ménages et dans les communautés, qui cuisinent, nettoient, cultivent et prennent soin des enfants et des malades. Le manque d'accès à l'eau perturbe les activités et les responsabilités des femmes au ménage ainsi qu'au travail et augmente leur charge de temps pour négocier l'accès à l'eau. Dans une interview avec Meera Karunanathan de Blue Planet Project, elle a déclaré que pendant un atelier d'éducation populaire à Jakarta, il a été demandé au groupe de participantes quelle était la question clé sur laquelle elles devraient se concentrer dans leur travail d'organisation et de solidarité.

Elles ont répondu : « l'accès à l'eau ».

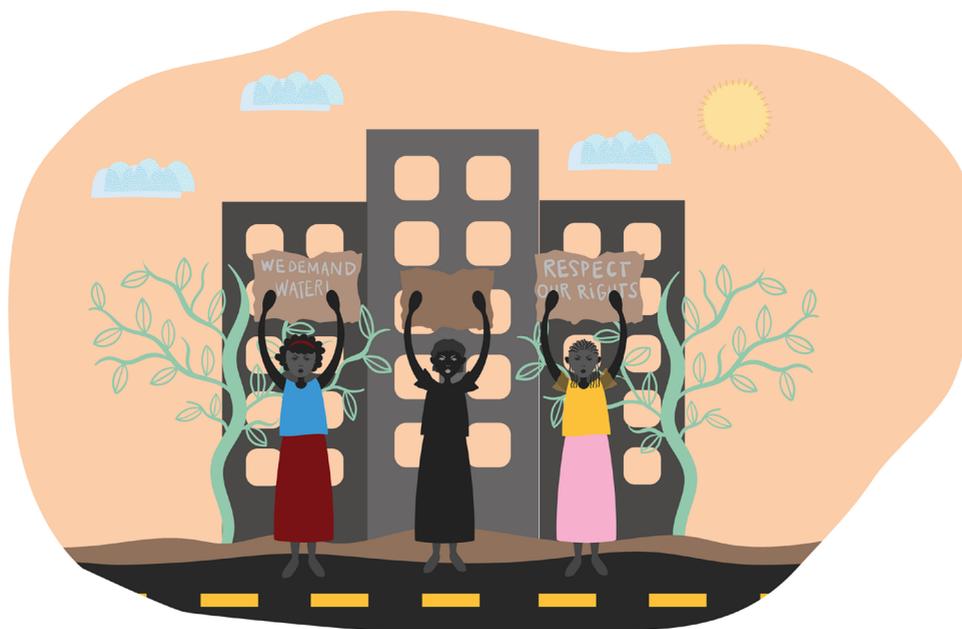
De même en Inde, il y a eu un exode des vulgarisatrices de l'une des plus grandes organisations de défense des droits des femmes en raison de la dynamique de pouvoir dans le choix des approches pour améliorer la vie des femmes, qui tournaient autour du rôle de l'eau comme clé pour comprendre et combattre la violence structurelle. Partout en Afrique, les luttes pour l'eau sont au cœur des conflits civils et des tensions domestiques. Les femmes vous diront qu'elles ne peuvent pas gérer un programme alimentaire, un atelier sur la santé reproductive ou organiser des funérailles sans d'abord résoudre le défi quotidien de l'accès à l'eau. Ces problèmes liés à l'eau auxquels les femmes sont confrontées à travers le monde sont exacerbés par les politiques néolibérales de l'eau, tandis que les féministes radicales et les mouvements sociaux continuent de les contester.

# UNE CRITIQUE ÉCOFÉMINISTE AFRICAINE DE L'APPROCHE DES DROITS HUMAINS DE LA JUSTICE DE L'EAU

L'ODD 6 demande que les gouvernements s'engagent à assurer l'accès de tous à l'eau potable, sûre et à un coût abordable, ainsi qu'à l'assainissement et l'hygiène d'ici à 2030. A la veille d'un forum politique de haut niveau en 2018, qui a fait le point sur les progrès réalisés jusque-là, les données de l'OMS et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, UNICEF, ont montré que cet objectif ne sera probablement pas atteint à l'horizon 2030. En effet, au rythme actuel auquel travaillent les pays, cela prendrait des siècles.

Dans le cadre du néolibéralisme, nous avons des villes qui doivent être gérées sur la base du recouvrement des coûts : c'est la politique de la Banque mondiale qui a inspiré toutes les politiques gouvernementales africaines postcoloniales. L'idée est que si l'eau est gratuite, elle ne sera pas valorisée. Beaucoup de pays africains sont signataires de la résolution des Nations Unies sur le droit humain à l'eau. En Afrique du Sud, par exemple, la constitution soutient le droit à l'eau et les ressources en eau ont été nationalisées en 1998 en vertu de la loi nationale sur l'eau, une loi que le gouvernement n'a pas correctement mise en œuvre.

Comme tous les pays du continent, l'Afrique du Sud s'est engagée à ce que les villes soient gérées selon un modèle de recouvrement des coûts, sans reconnaître les dynamiques sociales non résolues du colonialisme basées sur le capitalisme racial et le sexisme, qui continuent de donner lieu à des statistiques lamentables pour les femmes et les filles dans tous les secteurs. En bref, nous avons commencé l'an 2021 avec l'impression que les droits humains individuels et les droits des entreprises étaient sur un pied d'égalité, et que les services de base n'avaient pas besoin d'être subventionnés ou socialisés. Une perspective féministe radicale sur l'économie politique et l'écologie politique postule qu'il s'agit d'une recette à la fois pour maintenir et réduire les inégalités.



# UNE APPROCHE ÉCOFÉMINISTE AFRICAINNE DE L'EAU

« L'ÉCOLOGIE POLITIQUE À UN NIVEAU FONDAMENTAL SE PENCHE SUR DES QUESTIONS DU POUVOIR SUR LES RESSOURCES NATURELLES OU ÉCOLOGIQUES. EN TANT QU'ÉCOLOGISTE POLITIQUE FÉMINISTE, JE SUIS PROFONDÉMENT PRÉOCCUPÉE PAR LES DIMENSIONS SEXOSPÉCIFIQUES ET LES LUTTES POUR L'ACCÈS ET LE CONTRÔLE DE CES RESSOURCES, LA NÉOLIBÉRALISATION DE LA NATURE ET LA MANIÈRE DONT LES FEMMES DE LA LIGNE DE FRONT DE CES COMBATS EXPRIMENT LEURS PRÉOCCUPATIONS, CONTESTANT L'ENFERMEMENT CONTINU ET LA DÉPOSSESSION QU'ELLES-MÊMES ET LEURS COMMUNAUTÉS VIVENT, ET ENFIN, LES POSSIBILITÉS DE CONSTRUIRE UN PATRIMOINE ÉCOLOGIQUE COMMUN QUI OFFRE UN ESPOIR DE LIBÉRATION.

~ Ruth Nyambura, African Ecofeminist Collective

Compte tenu des réalités brutales des femmes africaines en raison des politiques et pratiques néolibérales en matière de l'eau, il n'est pas surprenant qu'elles soient à l'avant-garde de l'organisation du mouvement pour la justice de l'eau. Il y a eu de nombreuses études de cas sur des femmes activistes de l'eau à travers le continent qui prennent à bras le corps divers volets de ce combat difficile.

De même, il y a eu des percées importantes dans le développement d'une approche intersectionnelle féministe africaine de l'eau, comme l'ont soutenu Dorothy O Rombo, Anne Namatsi Lutomia et Tumani Malinga : "L'intersectionnalité, qui dans cette étude met en évidence les inégalités sociales entre les femmes et les hommes, peut

éclairer pratiquement tous les aspects de toute analyse de la problématique de l'eau et l'assainissement."

Les questions relatives à l'eau et à la justice de l'eau recoupent généralement des mobilisations féministes plus larges autour des questions foncières, sanitaires et de moyens de subsistance. L'eau n'est pas simplement une « chose » ou une « ressource » que vous avez ou que vous n'avez pas.

Les perspectives féministes et d'écologie politique voient l'eau comme une question relationnelle qui concerne essentiellement le pouvoir. Une critique féministe de l'approche WASH soutiendrait qu'elle est limitée car elle traite les symptômes sans aborder les processus politiques et économiques

plus larges auxquels les femmes africaines font partie et auxquels elles sont confrontées.

Les féministes s'interrogent de manière critique sur la façon dont les décisions concernant la distribution de l'eau et d'autres ressources sont prises et s'interrogent sur la légitimité de ces choix. Une approche féministe de la justice de l'eau se concentre sur les expériences des femmes de la ligne de front et cherche à comprendre les causes profondes de leurs problèmes. À partir de cette compréhension, nous développons des stratégies et construisons le pouvoir de résoudre ces problèmes. Vous trouverez ci-dessous un exemple de la façon dont les féministes d'Afrique du Sud s'organisent et se mobilisent contre les politiques néolibérales de l'eau.

Leigh Brownhill and Terisa E Turner (2019) Ecofeminism at the Heart of Ecosocialism, *Capitalism Nature Socialism*, 30:1, 1-10

Source: <https://msmagazine.com/2017/11/15/women-speak-ruth-nyambura-feminist-political-ecology/>

For example, see the case studies of Hubbie Hussein Al-Haji from Kenya, Asaha Elizabeth Ufei from Cameroon, and Coumba Toure from Senegal in: Liane Loots. 2011. 'Revisiting gender ecology and eco-feminism: A profile of five contemporary women water activists', *Agenda: Empowering Women for Gender Equity*, Vol. 25, No. 2 (88); The politics of water. 2011. pp. 6-16, and in: Koni Benson. 2020.

'Pan-Africanism, Feminism, and Popular Education in the Struggle Against Water Grabbing in Africa: An Interview with Coumba Toure', *Agenda*, 1-10.

Dorothy O Rombo, Anne Namatsi Lutomia, Tumani Malinga. 2017. 'Water and Sanitation in East Africa: Perspectives from Africana Feminism', *Africology: The Journal of Pan African Studies*, Vol.10, No.5, p.192

## EXEMPLE A :

# AFRICAN WATER COMMONS COLLECTIVE (AWCC), LE CAP, AFRIQUE DU SUD

Le collectif African Water Commons (AWCC) est une coalition d'organisatrices du mouvement de la justice de l'eau travaillant ensemble pour un apprentissage collectif en vue de la mobilisation et de l'organisation. C'est un exemple éloquent d'une action radicale ascendante en matière de justice de l'eau, pilotée par des femmes, qui est très différente des approches plus libérales des approches les plus libérales des narratifs du droit humain à l'eau décrits ci-dessus, et remet en question notre idée des « spécialistes de l'eau ».



Nous mettons cet exemple en exergue comme un cas privilégiant l'auto-organisation, l'action directe et l'éducation politique féministe, dont l'aspiration est que chaque membre devienne une organisatrice prête à défier la nouvelle norme de la pauvreté en eau. L'AWCC n'a ni bureau ni de personnel. Il comprend principalement des femmes noires vivant dans des townships et des établissements humains informels qui s'organisent politiquement, publiquement et collectivement contre la privatisation de l'eau, qui sont à la recherche de stratégies pour lutter en faveur de l'accès à l'eau et la justice pour tous (c'est-à-dire le patrimoine africain commun de l'eau). Ce collectif est né de la branche du district de Beacon Valley de l'Assemblée du logement du Cap et d'une initiative communautaire appelée Women for Change dans le township de Mitchells Plain, qui a dû se mobiliser face à la mise en place de compteurs d'eau qui, depuis 2014, ont été installés de manière de plus en plus sournoise, ainsi que contre les coupures d'eau

Depuis lors, il a organisé une série d'ateliers qui ont été l'occasion de cartographier les besoins en eau et les usages d'eau des communautés dans la zone de Cape Flats. Il a également organisé une campagne de porte-à-porte, des prises de parole, des piquets de grève, une distribution de tracts, des tables de campagne et des réunions communautaires régulières. Grâce à des alliances avec des universitaires féministes progressistes et des ONG de défense des droits à la terre et à l'eau (telles que Blue Planet Project et African Ecofeminist Collective), il a noué des liens avec des militantes pour la justice de l'eau en Afrique du Sud et au Mexique, en Inde, au Canada, au Mozambique, au Ghana, au Nigeria, au Kenya, en Palestine, en Irlande, aux USA (Detroit) et en Bolivie. En 2017, lors de la débâcle de la sécheresse « Day Zero » au Cap, il a pris part à la création de la Water Crisis Coalition.

En 2018, il a décidé de consolider son travail dans toute la ville du Cap et de créer un collectif spécifiquement destiné à soutenir le renforcement des organisations œuvrant pour la justice de l'eau et à créer une convergence de toutes les petites luttes. En tant qu'initiative d'activistes de première ligne très expérimentées, qui maîtrisent la question des relations entre la base et les ONG sans perdre de vue la dynamique du leadership et du financement, l'AWCC recherche des formes d'organisation qui peuvent atténuer la hiérarchie et maintenir la redevabilité.

Ceci est très différent de la dynamique que nous trouvons dans les ONG qui travaillent sur le climat ou sur les femmes en Afrique australe. L'objectif principal de l'AWCC est de soutenir l'auto-organisation et la mobilisation des ressources pour créer une convergence des combats pour l'eau. Pour ce faire, il aide principalement à la création de comités d'action pour l'eau (WAC), qui peuvent travailler à la fois

de manière autonome et en réseau avec d'autres organisations via l'AWCC. Le collectif assure une éducation politique, un renforcement des capacités, des stratégies, des réseaux et d'autres formes de solidarité pour construire un mouvement plus fort au Cap et ailleurs. Il a également réussi à intégrer les problèmes de l'eau dans divers espaces militants de première ligne dans lesquels il évolue. Il est également très conscient de la dynamique genre de la violence personnelle et structurelle : « Presque tous nos membres sont des femmes, qui se dressent contre les pratiques les plus prédatrices du capitalisme néolibéral exacerbant la pauvreté, le racisme, l'inégalité et le sexisme au nom du bénéfique et de la conservation, dans le monde entier. »

Le néolibéralisme, selon l'AWCC, transfère la charge des soins (où l'eau est nécessaire pour la nourriture, la santé et pour pouvoir aller à l'école) sur les épaules des femmes comme s'il s'agissait de leur problème individuel à résoudre. Alors que les organismes de défense des droits humains affirment que les nouvelles technologies sont la clé de la distribution de l'eau, l'AWCC décrit les appareils de gestion de l'eau comme des « armes de destruction massive », précisément en raison de l'effet drastique que la privatisation de l'eau a sur les personnes qui n'ont pas les moyens pour acheter de l'eau, qui, selon le collectif, sont des femmes pauvres, noires, issues des townships et du milieu rural. Les appareils de gestion de l'eau comprennent un type de compteur intelligent qui limite la quantité d'eau que chaque ménage reçoit en une journée. La ville du Cap déploie ces compteurs dans les quartiers pauvres depuis plusieurs années. Fin 2010, 45 000 avaient été installés. Ils sont communément appelés « ufudo » ou « blue-top ».

Ufudo signifie tortue en isiXhosa. Ces appareils sont ainsi appelés parce qu'ils « se cachent dans leur carapace et nous ne pouvons pas voir ce qui se passe à l'intérieur ». En effet, lorsque les habitants achètent désormais des bons d'électricité prépayés, la municipalité peut réaffecter cet argent au paiement des arriérés d'eau, que cette nouvelle technologie permet de suivre. L'installation de ces appareils s'est heurtée à des niveaux croissants de résistance dans toute la ville. L'AWCC s'est inspirée à la fois de l'analyse et des tactiques des mouvements précédents contre la privatisation de l'eau. La Déclaration de la Coalition contre la privatisation de l'eau, organisation fondatrice de l'Anti-Privatisation Forum (APF) qui a commencé en 2003 et fut officiellement clôturé en 2010, garde tout son sens aujourd'hui. L'APF a joué un rôle de premier plan dans la contestation contre la société privée Johannesburg Water Company lorsqu'elle a commencé à installer des compteurs à Phiri, dans le quartier de Soweto

**"L'AWCC ABORDE CES QUESTIONS À TRAVERS UNE ÉDUCATION POLITIQUE FÉMINISTE QUI RÉVÈLE COMMENT CES CADRES SONT CONSTRUITS ET COMMENT L'ACTION POLITIQUE PUBLIQUE COLLECTIVE EST L'UN DES OUTILS LES PLUS ACCESSIBLES POUR LES FEMMES, QUI SONT TOUTES ASSISES CHEZ ELLES ET SOUFFRENT DES MÊMES PROBLÈMES. À PARTIR DE PROCESSUS COLLECTIFS D'ANALYSE, IL PLANIFIE ENSUITE SON ACTION.**

Bien qu'il n'ait pas obtenu gain de cause juridiquement, il a attiré suffisamment d'attention politique et médiatique pour qu'aucun appareil de gestion de l'eau ne soit jamais installé. De même au Cap en 2007, les activistes de l'eau ont été informées que les autorités déployaient un nouveau type de compteur qu'elles appelaient « appareil de gestion de l'eau ». Le Syndicat sud-africain des travailleurs municipaux (SAMWU) n'a pas tardé à monter une campagne contre l'implantation de ces compteurs dans les zones pauvres, les qualifiant d'« initiative tout à fait honteuse de la mairie qui exploite la vulnérabilité et le désespoir des gens ». SAMWU s'est associé au Parti communiste sud-africain (SACP), à des ONG et à la campagne « Eau pour tous ». Mais toute cette campagne et toutes les actions directes y afférentes ont été annulées en 2010. L'affaiblissement des syndicats et des grandes alliances pour l'eau qui se sont formés dans les premières années des réformes néolibérales en Afrique du Sud n'est pas seulement une tendance sud-africaine. Nos recherches ont montré qu'il s'agit d'une histoire similaire à travers le continent.

Dans un entretien avec l'Internationale des services publics - Afrique, ses responsables ont expliqué comment beaucoup de syndicats de travailleurs du secteur de l'eau en Afrique étaient essentiels au leadership des grandes alliances, mais qu'avec la restructuration de l'économie dans son ensemble, ils ont été plus enclins à s'allier avec leurs employeurs qu'avec les communautés qui réclament l'eau pour tous. L'AWCC aborde ces questions à travers une éducation politique féministe qui révèle comment ces cadres sont construits et comment l'action politique publique collective est l'un des outils les plus accessibles pour les femmes, qui sont toutes assises

chez elles et souffrent des mêmes problèmes. À partir de processus collectifs d'analyse, il planifie ensuite son action. Son slogan à cet égard est « tout le monde est organisateur » et il tente de trouver un rôle pour chaque femme qui vient le rejoindre.

Par exemple, l'AWCC a récemment soutenu l'organisation de femmes dans la commune rurale de Witzenberg pour pouvoir se présenter en groupes prêts à défier une autre tentative détournée d'installer des compteurs. Les résidents reçoivent des lettres annonçant que l'éligibilité pour bénéficier des nouvelles politiques de soutien financier aux personnes les plus démunies est subordonnée à l'acceptation d'un compteur d'eau. Ces femmes affrontent alors des forces de l'ordre armées qui tentent de les intimider, comme si elles sortaient du rang en exerçant leur droit démocratique à remettre en cause la légalité de telles politiques. Elles sont présentées comme ayant échoué dans leur rôle de parents et de pourvoyeuses de soins aux familles, et accusées de vouloir profiter avidement des deniers publics simplement parce qu'elles disent qu'elles n'ont pas les moyens de payer l'eau et qu'elles ne peuvent pas vivre avec des coupures d'eau. L'AWCC a constaté qu'il est possible de dire « non », mais il est profondément préoccupé par la militarisation croissante des réponses de l'État face aux activistes. La situation s'est aggravée pendant la pandémie de Covid-19, ce qui, nous le savons, préoccupe les militantes de l'eau en tant que défenseuses des droits humains en Afrique.

L'AWCC considère la Covid-19 comme un défi de plus qui a exacerbé les problèmes de sécheresse qui touchent les femmes pauvres de la ville du Cap depuis des décennies. Cela fait suite à l'évènement de « Day Zero » (jour zéro), la crise hydrique de



2018, lorsque la ville a failli fermer tous les robinets parce qu'il ne lui restait que les derniers 10% du niveau d'eau du barrage. Il était prévu que tous les habitants fassent la queue pour obtenir des rations d'eau de secours sous la surveillance de l'armée. L'AWCC a fait valoir que la majorité des personnes résidant dans des établissements informels et des logements de banlieue non conformes aux normes vivent le « Day Zero » depuis plus de 300 ans.

Il critiquait le fait que le seul plan possible que la ville du Cap ait pu proposer pour l'accès à l'eau était le même que les premières lois coloniales sur la construction de barrages, qui ont fait intervenir la police et l'armée dans le cycle de l'eau. A l'instar de ce qui s'est passé pendant les confinements de Covid-19, les premières victimes mortelles du « Day Zero » étaient des citoyens abattus par la police. L'intervention policière face à la pénurie d'eau est en hausse à l'échelle du continent. Et dans cette dynamique, la conservation est souvent utilisée pour légitimer les utilisations extractives des ressources naturelles. Par exemple, au Cap, aucune tentative n'a été faite pour réduire la pollution des rivières par les entreprises, qui pourraient être des sources viables d'eau potable en cas de sécheresse. Là où des femmes ont nettoyé les berges de rivières, telles que la rivière Kails, qui traversent des établissements humains informels et des townships pour cultiver des cultures vivrières, par exemple, la mairie a fermé ces espaces, arguant que les cours d'eau doivent être protégés. De même, la mairie a expulsé les gens qui habitent dans des cabanes installées sur des champs libres dans le but de favoriser la distanciation sociale et de créer des jardins communautaires, affirmant qu'il s'agit de zones humides qui ont besoin

de protection. Cette confrontation entre la survie des personnes et la nécessité de conserver la nature est une préoccupation centrale dans la lutte contre les injustices auxquelles sont confrontées les femmes en matière d'eau et d'autres ressources naturelles partout sur le continent. La pandémie continue de mettre en évidence les contradictions du capitalisme, les héritages sexistes, racistes et classistes de l'apartheid et de la mondialisation néolibérale. Pour de nombreuses communautés dans lesquelles l'AWCC s'organise, l'accès à l'eau continue d'être un mythe, même en cette période où l'on veut désespérément se laver les mains.

L'organisation de ses activités a été sévèrement restreinte et le collectif est parfaitement conscient que les inégalités entre les sexes auxquelles leurs communautés sont confrontées se sont aggravées. L'analyse anticapitaliste et féministe de l'AWCC est rare. Il est catégorique que le développement capitaliste incontrôlé - de l'industrie, d'une approche extractiviste de la terre, d'une approche de la reproduction sociale - est la cause de cycles accrus de sécheresse et d'inondations. Le capitalisme de catastrophe attend dans les coulisses pour résoudre le problème qu'il crée. L'AWCC est cohérent dans son argument selon lequel les diverses crises hydriques incitent davantage de consultants et d'entreprises à proposer des stratégies technologiques et militarisées pour marchandiser et individualiser l'utilisation de l'eau. Cependant, ce type d'approche nécessite une éducation politique constante et est un long et lent chemin dans une bataille urgente et croissante, non seulement contre les coupures, mais pour la redistribution de l'eau en mettant les gens avant le profit.



## CETTE ÉTUDE DE CAS SOULÈVE DES POINTS CLÉS À PRENDRE EN COMPTE :

1. Les arguments idéologiques nécessaires pour contester ce qui constitue les quantités d'eau minimales/équitablement nécessaires à la survie. La normalisation du manque d'allocation adéquate nécessite une analyse et une politique sexospécifiques compte tenu des rôles sexospécifiques des femmes en tant que responsables de la reproduction sociale.
  2. L'importance d'une analyse féministe radicale qui remet en question les logiques néolibérales de la rareté et des inégalités de l'eau.
  3. La participation et le leadership des femmes dans les
  4. Stratégies d'organisation à plusieurs volets
  5. Les contrecoups et la répression/démobilisation ciblant des militantes, des leaders, des groupes et des organisations qui s'attaquent à l'eau des entreprises - comme on l'a vu lors de la précédente vague d'activisme pour l'eau au Cap, et à travers les niveaux élevés de criminalisation des activistes de l'eau pendant l'actuelle pandémie de Covid-19.
  6. Les méthodes de plus en plus détournées et réinventées auxquelles l'État recourt pour obliger les habitants à accepter les nouveaux compteurs (c'est-à-dire à renoncer à leur droit à l'eau).
  7. Il met en évidence la manière dont l'État et le secteur public sont de plus en plus gérés selon un modèle de recouvrement des coûts privé/d'entreprise, pourtant salué comme un modèle de services sociaux démocratiques et respectueux du droit humain à l'eau pour tous.
  8. Il met en évidence ce qu'il faut pour aborder les luttes pour la justice de l'eau comme urgences intersectionnelles et internationalistes/panafricanistes.
- 
- 

# LE DROIT HUMAIN À L'EAU ET LE MOUVEMENT INTERNATIONAL POUR LA JUSTICE DE L'EAU



La campagne mondiale pour le droit humain à l'eau a commencé à prendre de l'ampleur au début des années 2000. En 2010, cette campagne, menée par un certain nombre d'ONG internationales et d'activistes de base se décrivant comme Mouvement mondial pour la justice de l'eau (GWJ), a abouti à une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies qui a inscrit le droit humain à l'eau et à l'assainissement dans le droit international des droits humains. Cette coalition a participé à l'organisation du Forum populaire mondial alternatif de l'eau, qui se réunit tous les deux ans et sera accueilli sur le continent africain pour la première fois en 2022.

Elle est intransigeante sur la lutte contre la privatisation de l'eau. Quelques années seulement avant la résolution de l'ONU, certaines des sociétés multinationales les plus puissantes du monde ont commencé à gagner du terrain en vue de formaliser leur rôle dans les discussions sur la politique de l'eau. Lancé en tant que « plate-forme politique publique-privée » lors du Forum économique mondial de 2008 par la Société financière internationale (IFI) de la Banque mondiale, le Groupe des ressources en eau 2030 (WRG) a réuni des sociétés multinationales pour discuter de la politique de l'eau avec les gouvernements, les banques

régionales de développement et les organismes d'aide multilatéraux. Il s'agit d'un puissant consortium de politiques d'entreprise dirigé par la SFI, Nestlé, Coca-Cola et d'autres multinationales qui ont été mêlées à des luttes très médiatisées et à des contentieux juridiques engagés par des collectivités contestant leur accès à l'approvisionnement local en eau ou sa contamination. L'importance d'une analyse féministe radicale qui remet en question les pénuries/inégalités néolibérales Il est important de suivre de près les tensions entre les obligations de l'État responsable envers une population détentrice de droits et le rôle de l'État



capitaliste dans la facilitation de la reproduction du capital dans le contexte de pénurie d'eau. Le WRG 2030 a déclaré que son objectif était d'aider "les gouvernements à catalyser des transformations durables du secteur

de l'eau en soutien de leurs plans de croissance économique". En d'autres termes, la plate-forme de politique publique-privée a été établie pour s'assurer que les pénuries d'eau n'entravent pas les activités des industries contribuant

à la « croissance économique ». Avec le soutien de la SFI, le WRG 2030 devait procéder rapidement à l'élaboration de propositions de politiques visant à institutionnaliser son accès à l'eau au nom de la durabilité environnementale.

Meera Karunanathan. 2019. 'Can the human right to water disrupt neoliberal water policies in the era of corporate policy-making?' *Geoforum*, 28, 244-53  
 'Water Financialization 101: Water Futures, Water Markets and Reclaiming the Water Commons', a webinar hosted by Institute for Agriculture and Trade Policy, Blue Planet Project, Food & Water Watch, and Transnational Institute about water futures and financialization on March 24, 2021 <https://www.iatp.org/event/waterfinancialization-101-water-futures-water-markets-and-reclaiming-water-commons>  
 'Land Deal Brief: Land Grabs Leave Africa Thirsty', Oakland Institute, 2011 <https://www.oaklandinstitute.org/land-deal-brief-land-grabs-leave-africa-thirsty>  
<https://www.2030wrg.org/next-generation-urban-water-management/>

**« L'ACCAPAREMENT MASSIF DE TERRES ARABLES À PRIX RÉDUIT À PARTIR DE 2008 AU NIGER, AU MALI, EN ÉTHIOPIE, EN RD CONGO, À MADAGASCAR ET EN ZAMBIE, PAR EXEMPLE, A ENTRAÎNÉ L'ACCAPAREMENT DES RESSOURCES EN EAU ET LA PRIVATISATION DE CERTAINS DES MEILLEURS BASSINS VERSANTS DONT DÉPENDENT LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES POUR LEUR SURVIE. , SOUTIENT ANURADHA MITTAL, FONDATRICE ET DIRECTRICE EXÉCUTIVE DE L'OAKLAND INSTITUTE.**

Cela fait partie d'une ruée vers l'or, l'eau étant désormais appelée l'or bleu. Depuis juin 2020, les « contrats à terme » sur l'eau sont désormais négociés à la bourse de Californie. Selon la banque centrale sud-africaine, les coûts de l'électricité et de l'eau sont désormais les principaux moteurs de l'inflation dans le pays. A l'échelle mondiale, on estime que 10 à 60% de l'eau destinée aux ménages est perdue en raison de fuites dans le système de distribution ou au niveau de la maison. L'eau « facturable » est la nouvelle frontière pour se faire des profits en facturant les ménages pour la totalité de l'eau fournie, quelle que soit la quantité qui effectivement sort du robinet. Tout cela au nom des nouvelles normes de marchandisation et d'efficacité. Il est important de noter que cela se fait également au nom du principe de « l'eau pour tous ». Autrement dit, le langage de la gauche a été récupéré par des corsaires, dont les sites web et les campagnes sont souvent trompeurs à cause de l'utilisation populaire des termes comme la durabilité et l'eau pour tous.

L'Afrique urbaine est considérée par les marchands d'eau comme la prochaine frontière. Avec la crise climatique, nous verrons de plus en plus de mesures telles que des gadgets de gestion de l'eau ou le dessalement soi-disant introduits pour faire face aux défis climatiques, mais qui légitiment en réalité des politiques racistes et classistes.

L'accaparement massif de terres arables à prix réduit à partir de 2008 au Niger, au Mali, en Éthiopie, en République démocratique du Congo, à Madagascar et en Zambie, par exemple, a entraîné l'accaparement de ressources en eau et la privatisation de certains des meilleurs bassins versants dont dépendent les communautés autochtones pour leur survie, soutient Anuradha Mittal, fondatrice et directrice exécutive de

l'Oakland Institute. Nous verrons plus d'entreprises s'emparer de nos villes. Nous devons être conscients des dangers du capitalisme catastrophique s'appuyant sur des récits selon lesquels les gouvernements africains sont dysfonctionnels et incompétents.

Les féministes et les anticapitalistes ont souligné le fait que le 2030 WRG fait partie de la coalition 50L, qui affirme que l'accès à l'eau est un droit humain, en se servant de l'exemple du Cap comme modèle. Sa raison d'être : trois quarts des 20 premières mégalopoles du monde connaissent une pénurie d'eau. L'insécurité hydrique a été l'un des cinq principaux risques relevés dans le rapport sur le développement du Forum économique mondial pendant neuf années consécutives. Une perspective écoféministe africaine soutient que le développement capitaliste incontrôlé (de l'industrie, d'une approche extractiviste de la terre, d'une approche de la reproduction sociale) est la cause des cycles accrus de sécheresse et d'inondations, et que le capitalisme des catastrophes reste dans les coulisses en attendant de résoudre le problème qu'il crée. Avec l'eau, cela signifie plus de consultants et d'entreprises qui proposent des stratégies technologiques et militarisées pour marchandiser et individualiser l'utilisation de l'eau. Cela contredit directement les expériences et les besoins des femmes de première ligne des luttes pour l'eau à travers l'Afrique. Lors d'un récent webinaire organisé par des féministes panafricanistes impliquées dans le mouvement international pour la justice de l'eau, des femmes du Nigéria, d'Afrique du Sud, des USA (Detroit), d'Indonésie, de Palestine et d'ailleurs ont évoqué cette dynamique, et ont réfléchi aux 10 années écoulées depuis la déclaration du droit humain à l'eau en mettant en vedette des femmes du Nigéria, d'Afrique du Sud, de Detroit, d'Indonésie, de Palestine, et d'ailleurs.

Leigh Brownhill and Terisa E Turner. 2019. 'Ecofeminism at the Heart of Ecosocialism', Capitalism Nature Socialism, 30:1, 1-10  
Lobina, Emanuele, Satoko Kishimoto and Olivier Petitjean. 2014. 'Here to Stay: Water Remunicipalisation as a Global Trend', Public Services International Research Unit (PSIRU), Transnational Institute (TNI) and Multinational Observatory.

## EXEMPLE B : COMPTEURS D'EAU PRÉPAYÉS / WATER CITIZENS NETWORK, GHANA



Le cas du combat du Ghana pour « remunicipaliser » ses services d'eau est révélateur, à la fois en termes de compréhension de l'histoire de la mobilisation pour la justice de l'eau en Afrique et aussi pour mettre en évidence ce que le travail de campagne exige et les défis de la réalisation d'un cadre de justice de genre

Entre 2004 et 2015, le Water Citizens Network du Ghana a lancé trois campagnes réussies pour barrer la route aux multiples tentatives du gouvernement ghanéen de travailler avec des entreprises privées et mettre en place des systèmes de compteur. C'était à une époque où le Ghana traversait une grande crise économique, ce qui faisait de l'imposition des compteurs d'eau prépayés tant redoutés une question de savoir quand ils seront installés plutôt que s'ils le seront. L'entreprise publique Ghana Water Company Limited (GWCL) travaillait dans un contexte de déficit budgétaire national élevé, qui limitait la capacité du gouvernement à fournir les subventions nécessaires aux agences de services publics.

Fin 2012, le pays avait enregistré un déficit de 4,6 milliards de dollars, soit environ 12,1 % du PIB. En conséquence, un plan de sauvetage du FMI et de la Banque mondiale a été mis en place en 2013, entraînant des politiques d'austérité, notamment une insistance sur l'exigence de recouvrement intégral des coûts des services publics. Dans une confrontation publique amère entre la Banque mondiale et la Commission de réglementation des services publics (PURC) du Ghana, la Banque avait accusé la Commission d'incompétence dans la gestion des ajustements tarifaires et, par conséquent, les tarifs sont restés gelés pendant un certain temps. De plus, une crise énergétique a augmenté le coût de faire des affaires pour la plupart des entreprises, y compris la GWCL.

En 2004, la GWCL a engagé une société privée, Aquamet, pour l'aider à mettre en place des compteurs d'eau prépayés. Le programme a été réalisé à titre de projet pilote à Tema, principale ville industrielle du Ghana. Après des délibérations à huis clos, le public a été informé que les services et la collecte des recettes seraient améliorés. Cependant, le rapport d'étude du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) qui a motivé la décision d'installer des compteurs prépayés, montre que la GWCL et d'autres

parties prenantes étaient animées par le désir d'augmenter les tarifs et d'assurer la conformité des paiements. Le rapport a montré comment un seau d'eau fourni par la GWCL aux clients coûtait 70 GH¢, tandis que le même seau fourni par des groupes commerciaux coûtait entre 200 GH¢ et GH¢400. De plus, un rapport d'Aquamet sur le processus d'appel d'offres a fait état d'une démarche opaque et d'un arrangement financier entouré de secret. Le nouveau programme obligeait les citoyens à payer l'eau à l'avance, résolvant ainsi l'énorme problème d'arriérés de paiement des clients de GWCL. Aquamet est donc devenu le « percepteur », amassant d'énormes sommes d'argent facile sur les compteurs prépayés dont les coûts devaient être pris en charge par la GWCL. Les résidents ont été amenés à croire que les compteurs prépayés leur permettraient de mieux contrôler leur consommation d'eau et les aideraient à éliminer le gaspillage, réduisant ainsi leurs factures d'eau. Pendant quelques mois, les gens ont adhéré à cette idée. Néanmoins, des augmentations de prix non réglementées et arbitraires ont commencé à susciter l'anxiété. Ces compteurs coûteux se sont également avérés défectueux, coupant de manière aléatoire la fourniture d'eau aux ménages. Finalement, la GWCL a annulé le contrat.

En février 2014, des discussions sur les compteurs d'eau prépayés ont resurgi dans les médias ghanéens lorsque PURC a approuvé une proposition de la GWCL visant à lancer un autre projet pilote d'installation de compteurs dans des communautés sélectionnées. Le ministère des Ressources en eau, des Travaux publics et du Logement a fait valoir que « les compteurs prépayés sont devenus nécessaires en raison du non-paiement délibéré des factures par plusieurs grands consommateurs d'eau ». Toutes les agences gouvernementales clés, y compris le régulateur, ont entériné ce changement de politique, et du coup les opposants au projet pilote n'avaient quasiment plus de marge de manœuvre pour le contrecarrer. Malgré ces

**« CE QUI A RENVERSÉ LA TENDANCE, C'EST L'INTENSE CAMPAGNE MÉDIATIQUE MENÉE PAR DES GROUPES D'ACTIVISTES COMME LE WATER CITIZENS NETWORK DU GHANA ET LE INTEGRATED SOCIAL DEVELOPMENT CENTRE (ISODEC). CETTE CAMPAGNE MÉDIATIQUE A ÉTÉ RELAYÉE PAR LES GRANDS MÉDIAS ET LE PROBLÈME DE L'EAU PRÉPAYÉE A DOMINÉ LES ÉMISSIONS DU MATIN ET LES INFORMATIONS DE L'APRÈS-MIDI AUX HEURES DE GRANDE ÉCOUTE. »**

obstacles, la société civile a réussi à faire barrage au processus. Ce qui a inversé la tendance, c'est l'intense campagne médiatique menée par des groupes d'activistes comme le Water Citizens Network du Ghana et le Integrated Social Development Centre (ISODEC). Cette campagne médiatique a été relayée par les grands médias et, en février et mars 2014, le problème de l'eau prépayée a dominé les émissions du matin et les informations de l'après-midi aux heures de grande écoute. Les activistes ont produit des rapports sur l'échec du projet Tema 10 ans auparavant, tandis que la frustration face aux compteurs d'électricité prépayés récemment installés est également entrée en jeu.

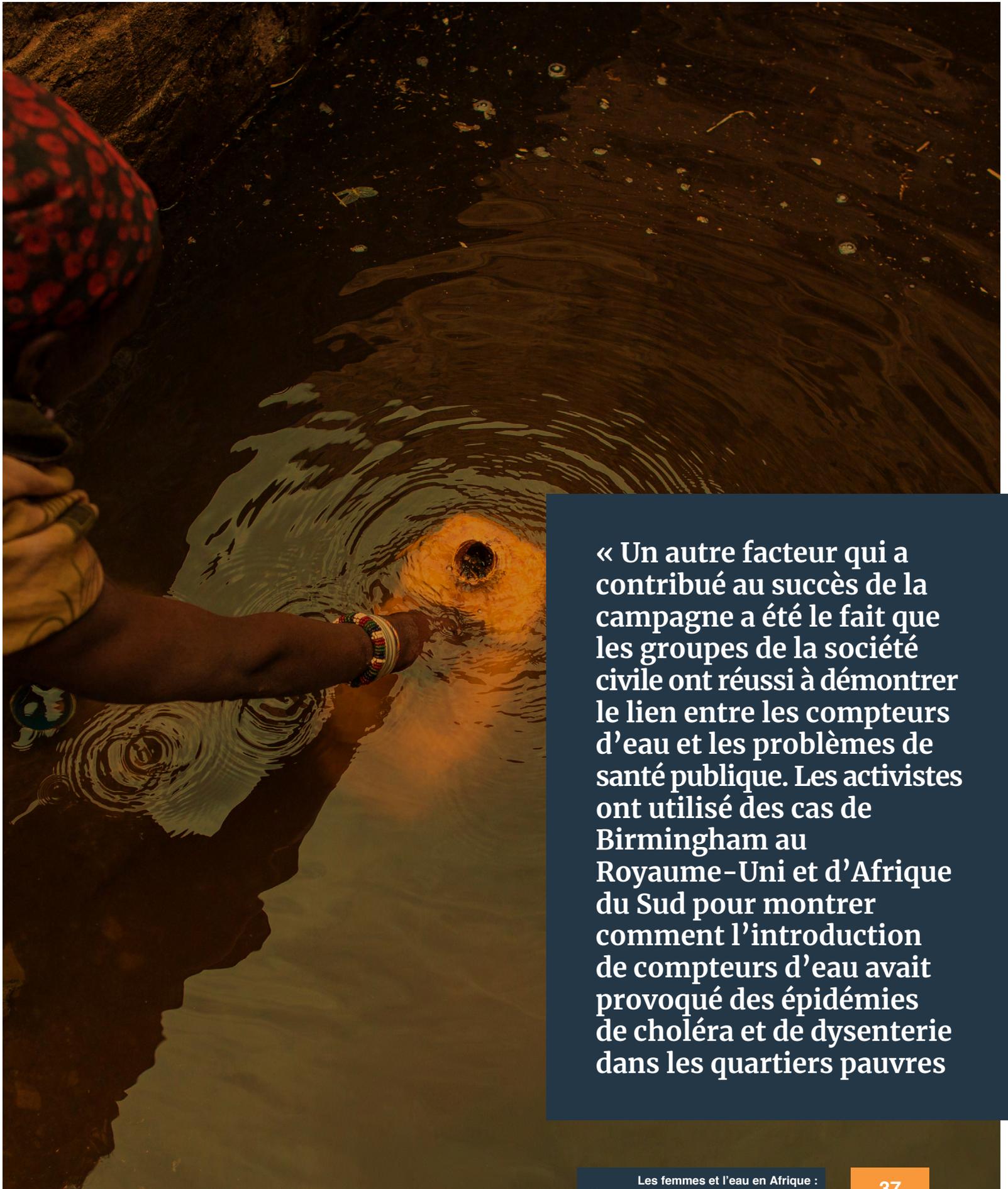
Un autre facteur qui a contribué au succès de la campagne a été le fait que les groupes de la société civile ont réussi à démontrer le lien entre les compteurs d'eau et les problèmes de santé publique. Ils ont utilisé des cas de Birmingham au Royaume-Uni et d'Afrique du Sud pour montrer comment l'introduction de compteurs d'eau avait provoqué des épidémies de choléra et de dysenterie dans les quartiers pauvres.

Bien que la plupart des organismes gouvernementaux du secteur de l'eau aient toujours soutenu la mise en œuvre des compteurs d'eau prépayés, le Parlement a commencé à sentir la pression de la campagne et les législateurs ont pris les préoccupations de leurs électeurs suffisamment au sérieux pour intervenir et stopper le processus, affirmant que les agences du secteur de l'eau n'avaient pas été en mesure de fournir certaines informations qui leur avaient été demandées sur le projet. Cela a marqué la fin de la deuxième tentative d'installation de compteurs d'eau prépayés au Ghana. Toutefois, cette politique ne fut pas complètement abandonnée car, en juillet 2015, il y eut une poussée renouvelée et plus vigoureuse lorsque le directeur général par intérim de la GWCL annonça qu'un autre déploiement de compteurs prépayés allait avoir lieu le mois suivant afin « d'éviter des pertes inutiles résultant du non-paiement des factures d'eau par la plupart des consommateurs » ; pour répondre à la « lutte pour recouvrer les paiements des factures auprès des consommateurs » ; et pour réprimer les « violentes attaques et agressions contre les travailleurs de la GWCL dans leurs fonctions de recouvrement des impayés ou d'interruption des raccordements illégaux. » Il a incombé aux activistes de l'eau de montrer que 61% des créances accumulées dues à la GWCL étaient dues par le gouvernement du Ghana

et ne pouvaient donc pas être recouvrées via un régime d'eau prépayé. Comme auparavant, des groupes de la société civile comme le Water Citizens Network of Ghana se sont rapidement mobilisés contre cette troisième tentative d'installation de compteurs d'eau prépayés. L'opposition soutenue à ce programme a incité la GWCL à annoncer certaines dérogations à la politique, affirmant que le projet pilote ne serait pas entrepris dans les zones à faibles revenus, mais qu'il concernerait uniquement les quartiers privés des riches.

La réponse immédiate des détracteurs du projet a été : quelle serait l'utilité d'un programme pilote dans des communautés dotées d'un pouvoir d'achat élevé et confrontées à peu de problèmes d'accès à l'eau ? Reconnaissant enfin que l'une de ses principales faiblesses était le recouvrement des recettes, l'entreprise a supprimé le projet des compteurs d'eau prépayés en juin 2016 au profit des cartes à gratter, un système de facturation électronique utilisant la technologie mobile en tandem avec les cartes à gratter de paiement GWCL. Bien que cette décision ait indiqué que les autorités commençaient à accepter la forte aversion du public pour les compteurs d'eau prépayés, les cartes à gratter au Ghana continuent de poser des défis pour le droit humain à l'eau et l'objectif d'accès universel promu par la société civile. Tout en mettant en œuvre le système de cartes à gratter, l'entreprise préparait ses équipes de déconnexion.

Ce qui précède montre que certaines personnes font valoir le fait que les gouvernements africains sont incapables de fournir des services publics à leurs citoyens et que, par conséquent, la solution la plus efficace est celle des consultants et du secteur privé. Cela remet également en question l'idée de citoyens passifs, ainsi que la notion selon laquelle rien ne peut arrêter la vague de prises de contrôle des services d'eau par des entreprises privées sur le continent. Ce que nous devons retenir ici, c'est que ces exemples révèlent également le travail qui nous attend et le besoin évident de campagnes qui associent les défis des femmes en matière d'eau à des campagnes anti-privatisation souvent dirigées par des hommes, qui mettent en évidence les pratiques non démocratiques liées aux accords d'entreprise et remettent en question l'emprise des sociétés multinationales sur nos services municipaux, comme si ces questions étaient dissociées du souci quotidien des femmes de fournir de l'eau à leurs familles.



« Un autre facteur qui a contribué au succès de la campagne a été le fait que les groupes de la société civile ont réussi à démontrer le lien entre les compteurs d'eau et les problèmes de santé publique. Les activistes ont utilisé des cas de Birmingham au Royaume-Uni et d'Afrique du Sud pour montrer comment l'introduction de compteurs d'eau avait provoqué des épidémies de choléra et de dysenterie dans les quartiers pauvres

# LES ORGANISATIONS TRAVAILLANT SUR LA PROBLÉMATIQUE DES FEMMES ET L'EAU EN AFRIQUE : UN APERÇU

**MAIS VOUS NE POUVEZ PAS DIVISER LES GENS !  
NOUS SOMMES DES COMMUNAUTÉS ENTIÈRES  
ET NOS PROBLÈMES SONT LIÉS**

~ Coumba Touré, Africans Rising

**EN PARTAGEANT NOS  
DÉCOUVERTES, NOUS VISON  
À MONTRER QUE L'EAU EST  
RAREMENT LA SEULE QUESTION  
QUI PRÉOCCUPE LES ORGANISATIONS  
ET QU'IL EXISTE DE NOMBREUSES  
LACUNES DANS LES MOBILISATIONS  
FÉMINISTES POUR LA JUSTICE DE  
L'EAU, CE QUI INCITE À PRENDRE  
EN COMPTE LES DIMENSIONS  
POLITIQUES, ÉCONOMIQUES,  
ÉCOLOGIQUES ET CULTURELLES DES  
DÉFIS HYDRIQUES DES FEMMES.**

Cette section utilise un tableau pour donner un aperçu des organisations qui œuvrent pour la justice de l'eau et dans des domaines connexes en Afrique. Elle fournit les noms de ces organisations, leur empreinte et la portée de leur travail. Ces organismes sont à vocation locale, régionale ou internationale. Étant donné que l'eau est une question intersectionnelle, la recherche a révélé que toutes les organisations travaillant sur l'eau ne se présentent pas comme des « organisations de l'eau » ; toutefois, la dimension eau est présente dans des organisations dont la vocation principale porte sur le foncier, l'agriculture, la santé, le changement climatique, la justice environnementale et la réduction de la pauvreté. En outre, cette section fournit un exemple de tables rondes sur l'eau pour montrer comment diverses organisations se rencontrent pour apprendre les unes des autres et élaborer des stratégies pour renforcer la construction de mouvements et collaborer sur des campagnes.

Benson, Koni. (University of the Western Cape) 2020. 'Pan-Africanism, Feminism, and Popular Education in the Struggle Against Water Grabbing in Africa: An Interview with Coumba Touré', Agenda, 1-10 Interview with Olatunji Buhari, 20 February 2021



D'importantes activités de plaidoyer, de recherche et de création de mouvement sont en cours sur le continent, consacrées à l'eau et aux questions liées à l'alimentation, la santé, l'environnement et l'éducation. Elle montre où existe un cadre néolibéral, car c'est de là que proviennent la plupart des ressources qui financent des projets autour des femmes et de l'eau, et elle montre où nous avons trouvé un agenda féministe ou anticapitaliste radical. De plus, il relève le champ d'action, qu'il soit local, national ou international, et les régions du continent couvertes.

Comme mentionné dans la section

sur la méthodologie ci-dessus, cette recherche n'a pas été complète ou exhaustive, mais en partageant nos résultats dans ce tableau, notre objectif est de montrer que l'eau est rarement la seule préoccupation des organisations et qu'il existe de nombreuses lacunes dans les mobilisations féministes pour la justice de l'eau, d'où la nécessité de tenir compte des dimensions politiques, économiques, écologiques et culturelles des défis hydriques des femmes. Une conclusion importante est que certaines campagnes pour la justice de l'eau, comme Our Water, Our Rights à Lagos, au Nigeria, sont importantes pour contester la privatisation de l'eau

par le biais de mobilisations de la société civile. Cependant, la campagne, menée par Environmental Rights Action (ERA), la branche nigérienne des Amis de la Terre International (FoEI), ne met pas fortement l'accent sur le genre ou sur la construction du mouvement féministe. En 2020, quelques-unes des principales militantes de l'ERA ont formé un nouveau groupe, Corporate Accountability and Public Participation Africa (CAPPA), avec l'idée de créer une plate-forme pour une campagne sur l'eau à l'échelle continentale et de développer un leadership féminin plus fort. Une autre découverte importante est que certaines

campagnes pour la justice de l'eau, comme Our Water, Our Rights à Lagos, au Nigeria, sont importantes pour contester la privatisation de l'eau par le biais des mobilisations de la société civile. Cependant, la campagne, menée par Environmental Rights Action (ERA), la branche nigérienne des Amis de la Terre International (FoEI), ne met pas fortement l'accent sur le genre ou sur la construction du mouvement féministe. En 2020, quelques-unes des principales militantes de l'ERA ont formé un nouveau groupe, Corporate Accountability and Public Participation Africa (CAPPA), avec l'idée de créer une plate-forme pour une campagne sur l'eau à l'échelle continentale et de développer un leadership féminin plus fort.

Il y a eu des tentatives d'aborder la manière dont les combats pour l'eau sont intégrés dans d'autres combats - alimentation, foncier, logement, services publics, etc. Par exemple, en Afrique du Sud les activistes de la justice de l'eau se sont engagées

dans un processus qui a regroupé des militants de différentes organisations traitant des questions de l'eau, même si ce n'était pas forcément leur vocation principale, afin d'échanger sur les perspectives d'une Alternative Populaire à l'approche étatique de la crise de l'eau. Entre 2017 et 2019, une série de trois tables rondes sur la justice de l'eau a été organisée par l'AWCC, le Blue Planet Project, le Surplus People Project, le Environmental and Monitoring Group et Tshintsha Amakhaya. Plus de 45 organisations se sont réunies avec un sentiment commun d'incapacité à relever seules les défis de la distribution de l'eau. Les petits agriculteurs et les associations communautaires urbaines des quartiers informels et des townships se sont réunis avec des activistes, des universitaires et des ONG pour discuter d'un projet collectif, une réponse centrée sur les populations face à la pénurie d'eau en Afrique du Sud. Les défis, revendications et stratégies collectifs sont illustrés dans les affiches ci-dessous.





« Une découverte importante est que certaines campagnes pour la justice de l'eau, comme Our Water, Our Rights à Lagos, au Nigeria, sont importantes pour contester la privatisation de l'eau par la mobilisation de la société civile.

# TABLES RONDES SUR LA JUSTICE DE L'EAU

L'EAU Les tables rondes sur la justice de l'eau (WJRTS) étaient une série de trois ateliers qui se sont réunis en Afrique du Sud entre septembre 2018 et juillet 2019. Les organisateurs visaient à rassembler des militants et des groupes de toutes les régions du pays qui travaillaient contre l'exclusion des pauvres gens de l'accès à l'eau, les entreprises qui profitent de l'eau et la gestion non durable des ressources en eau.

## ORGANISATIONS D'ACCUEIL

### African Water Commons Collective (AWCC)

Justice sociale pour la classe ouvrière et les communautés pauvres d'un mouvement constructif. Communauté organisant des comités d'action pour l'eau. Action directe contre les coupures d'eau et l'eau prépayée

### Blue Planet

Construire un mouvement pour la justice de l'eau. A combattu pour la résolution historique des Nations Unies de 2010 affirmant le droit humain à l'eau et au

soleil.

Travaillez avec les organisations alliées et les communautés affectées pour assurer sa réalisation. Obtention de subventions pour l'organisation de la justice de l'eau

### Environmental Monitoring Group (EMG)

Justice environnementale Soutenir les luttes des communautés pour la justice

de l'eau Sensibilisation Projet des personnes excédentaires

### Surplus People Project

(SPP)

Réforme foncière et agraire Souveraineté alimentaire Lutte pour la réforme de l'eau dans le cadre de la réforme foncière et agraire Unir les luttes pour la justice de l'eau rurale et urbaine

### Tshintsha Amakhaya (TA)

Justice foncière et alimentaire Moyens de subsistance en milieu rural Soutenir les luttes pour l'accès à l'eau des petits agriculteurs et des ménages ruraux Unir les luttes rurales et urbaines pour la justice de l'eau

## WESTERN CAPE / NORTHERN CAPE

### Bambanani Women's Group, Mfuleni

Cultivent des légumes, non à la coupure d'eau

droits des travailleurs, etc.

### Housing Assembly, Western Cape

Habitat pour tous

### Swartland Farmers Association, Swartland

Organiser les petits agriculteurs, l'accès à l'eau pour les petits agriculteurs

### Bishop Lavis Action Community, Bishop Lavis

Organise les luttes communautaires contre le crime et les gangsters, arrêter les expulsions

### Wupperthal-Nuweplaas Farmers Association, Wupperthal

fait pousser des cultures les petits agriculteurs, faire campagne pour la réforme de l'eau

### Saldanha Bay Sustainable Development, Saldanha

Soutien à l'éradication des compteurs d'eau, pleine utilisation de la mer pour les population locale

### Ebenezer Youth, Ebenezer Crop farming

Organise les jeunes petits agriculteurs, faire pression et faire campagne pour l'accès à l'eau pour les petits agriculteurs

### Ithemba Farmers, Eerste River

Organiser les petits agriculteurs, non à la coupures d'eau

### Riversdale Farmers group, Riversdale

Riversdale Organise les petits agriculteurs

### Ekasi Green Project, Khayelitsha

Cultive les cultures

### Heidelberg Farmers group, Heidelberg

Organise les petits agriculteurs Thembaletu Land Occupation, George occupe les terrain

### AIDC, Cape Town AIDC, Cape Town

de recherche et d'éducation, forgeant des alliances fondées sur une stratégie de développement alternative à faible émission de carbone, axée sur les salaires, économiquement durable et équitable

### Witzenberg Rural Development Centre, Ceres

Ceres Soutenir les luttes communautaires autour du logement, de l'eau, des

### Women for Change (W4C), Mitchells Plain

Organise les luttes des femmes

## ORGANISATIONS PARTICIPANTES

### NATIONAL, CONTINENTAL ET MONDIAL

#### Via Campesina

Via Campesina Agroécologie, souveraineté alimentaire

#### Catholic Welfare & Development

Bien-être catholique & Development Former les gens à sortir de la pauvreté

### CAP EST

#### Southern Cape Land Committee (SCLC), Southern Cape

Via Campesina Agroécologie, souveraineté alimentaire

#### Catholic Welfare & Development

Arrêt de la fracturation hydraulique dans le Karoo, accès à l'eau pour les petits producteurs, justice agraire foncière Eastern Cape Water Caucus, Eastern Cape Eastern Cape Unit les communautés luttant contre les luttes pour la justice de l'eau, la restauration

des moulins à vent, le mémorandum des peuples pour la justice climatique

#### Unemployed Peoples Movement, Makhanda

Organise des luttes communautaires contre le chômage, les coupures d'eau, etc

#### Border Rural Community, Eastern Cape

Communauté Rurale Frontalière. Eastern Cape lutte pour accéder à l'eau du barrage qui n'est donnée qu'à ceux qui peuvent acheter des permis

#### Transkei Land Service Organization, Eastern Cape

Accès et propriété à la terre et soutien aux populations locales et à la collecte d'eau indigène

**Water Crisis Coalition (WCC), Cape Town**

contre la marchandisation de l'eau, défendre les communautés pauvres

**The Alternative Energy Popular Education Programme, Cape Town**

Travaille avec les apprenants et les étudiants sur les énergies renouvelables, présente une émission de radio sur les énergies renouvelables

**International Labour Research and Information Group (ILRIG), Cape Town**

recherche et d'éducation, axée sur la mondialisation

**Centre for Environmental Rights (CER), Cape Town**

Clinique juridique, plaidant et plaidoyer pour justice environnementale

**Witzenberg Water Action Committee, Ceres**

Campagne contre les compteurs d'eau prépayés compteurs d'eau, lutte contre les expulsions agricoles

**Food Sovereignty Campaign, Western and Northern Cape**

Organiser les petits agriculteurs et les ouvriers agricoles, réforme agraire pour la souveraineté alimentaire

**Goodhouse community, Goodhouse, Northern Cape**

Organiser une communauté rurale, faire campagne contre les inondations de la communauté par un nouveau barrage

**Mxumbu Youth Agri Co-Op, Eastern Cape**

Élevage de poulets, organisation de jeunes agriculteurs, agriculture en permaculture Centre de recherche sur

**Environmental Learning Research Centre, Rhodes University**

Explorer les questions relatives à l'apprentissage / l'éducation qui est réactif aux défis environnementaux auxquels nous sommes confrontés

## GAUTENG

**Tembalihle Crisis Committee (TCC), Tembalihle**

Organise des luttes communautaires

**Casual Workers Advice Office (CWAO), Germiston**

Soutien les luttes des travailleurs des courtiers en main-d'œuvre

**Simunye Workers Forum, Germiston**

Renforce la solidarité entre les travailleurs

**Co-Operative and Policy Alternative Centre (CO-PAC), Gauteng**

Travaille avec de petits agriculteurs, a présenté une loi sur les aliments alternatifs au parlement, occupé à mobiliser un soutien pour la charte de la justice climatique

**Voice of the Concerned Poor Residents (VPCR), Johannesburg**

## MPUMALANGA

**Mpumalanga Water Caucus, Mpumalanga**

Unir les luttes communautaires pour la justice de l'eau, lutter contre les sociétés minières et les plantations de bois qui polluent et épuisent l'eau

**Nosizwe Funda Educational and Community Development Center, Dimbaza**

Marche contre les grandes entreprises, capitalisme, sécheresse et changement climatique

**Ntinga Ntaba kaNdoda Rural Movement, Keiskammahoek**

Mobiliser pour la démocratie, la réforme agraire et le développement rural durable

**Amandla Resource and Information Centre, Port Elizabeth**

dans le cadre de l'Assemblée des chômeurs et de la campagne 1 million d'emplois climatiques

## KWAZULUNATAL

**Farmer Support Group, KwaZulu-Natal**

Recherche-action, appui à une agriculture agro-écologique durable et auto-organisation

**Poor Flatdwellers Movement, Durban**

Durban Impliqué dans la discussion sur le changement climatique, abordant les problèmes d'eau liés à la sécheresse

## ZIMBABWE

**Amandla Centre of Zimbabwe, Zimbabwe**

Zimbabwe Faire pression pour une eau salubre et propre à tout moment

## ENGLAND

**Public Services International Research Unit (PSIRU), London**

Étudie l'impact de la privatisation et de la libéralisation sur les services publics, y compris l'eau

## LIMPOPO

**Nkuzi Development Trust**

Lutte pour les droits à l'eau des Noirs a obtenir des terres

**Calabash Trust, Port Elizabeth**

Recherche sur les actifs naturels, les connaissances autochtones et les communautés religieuses

**Jongilala Education Collaboration and McWilliams Consultants, Eastern Cape**

Conseiller pédagogique

**Grahamstown Residents Association (GRA), Eastern Cape**

Ces processus qui, collectivement les besoins, les ressources et les lacunes les lacunes dans la progression de la lutte pour la justice de l'eau, nous montrent que les campagnes et les militants doivent s'unir pour créer un mouvement féministe, anticapitaliste et continental, continentale et panafricaniste pour les femmes et l'eau en Afrique doit être mis en place l'eau en Afrique. Nous avons constaté, par exemple, que Just Associates (JASS) a une approche féministe de la féministe sans se concentrer sans mettre l'accent sur l'eau. En même temps, certaines Parallèlement, certaines des organisations qui se concentrent sur l'eau ou les femmes n'ont pas d'approche approche féministe de construction de mouvement. JASS soutient le travail des femmes rurales du Malawi qui luttent contre l'eau, la pauvreté et la faim. Rurales du Malawi qui se battent pour l'eau, l'eau, entre autres, et constitue donc un bon exemple d'une organisation ayant une approche féministe panafricaniste de la construction de panafricaniste et féministe de la construction du mouvement, mais qui ne se considère pas comme une organisation de l'eau. De JASS, nous pourrions une approche qui peut être utilisée plus plus largement lorsqu'il s'agit de la politique de l'eau.

"Ronald Wesso with Koni Benson, "Three Water Justice Roundtables in South Africa," Blue Planet Project, 2020 (reproduit avec autorisation)".

## TABLES RONDES SUR LA JUSTICE DE L'EAU PROBLÈMES, REVENDICATIONS + STRATÉGIES

### QU'EST-CE QUE NOUS COMBATTONS ?

La sécheresse, la pénurie d'eau, le jour zéro, le changement climatique, la mauvaise gestion des ressources, le dysfonctionnement du ministère de l'eau et de l'assainissement, l'effondrement de la gestion de l'eau, l'inertie du tribunal de l'eau, l'inaction des agences de gestion des bassins versants, l'incapacité à mettre en œuvre les lois et les politiques, l'inertie des ministres, peu ou pas de consultation sur les questions clés, l'effondrement de la gestion de l'eau à Makhanda, les municipalités dysfonctionnelles, les fuites massives d'eau traitée, les fuites et déversements d'eaux usées, l'incertitude des politiques, la mauvaise gestion financière, la corruption, l'exclusion des déplacés internes des zones rurales, le contrôle de l'accès à l'eau par entreprises, domination des entreprises du processus d'élaboration des politiques, la privatisation, le groupe de ressources en eau 2030, le réseau de partenaires stratégiques en matière d'eau, le recouvrement des coûts auprès des communautés pauvres, les profits excessifs de l'eau, les schémas racistes et sexistes d'accès à l'eau, la priorité donnée aux grandes entreprises, les banlieues blanches qui paient pour un accès privilégié, les compteurs d'eau prépayés, le capitalisme néolibéral, les coupures d'eau dans les communautés pauvres, les tarifs d'eau excessifs, le manque d'eau pour les petits agriculteurs, la pauvreté en eau, l'inégalité de l'eau, l'utilisation de l'accès à l'eau comme monnaie d'échange par les municipalités, le manque d'unité entre les groupes œuvrant pour justice de l'eau,

*Les tables rondes sur la justice de l'eau (WJRT) étaient une série de trois ateliers qui ont réuni plus de 45 organisations différentes en Afrique du Sud entre septembre 2018 et juillet 2019. Elles étaient co-organisées par le projet Blue Planet, le collectif African Water Commons, le Surplus People Project, l'Environmental Monitoring Group et Tshintsha Amakhanya. Les organisateurs cherchaient à rassembler des activistes et des groupes de toutes les régions du pays qui travaillaient contre l'exclusion des pauvres de l'accès à l'eau, l'exploitation de l'eau par les entreprises et la gestion durable des ressources en eau.*

"Ronald Wesso with Koni Benson, "Three Water Justice Roundtables in South Africa," Blue Planet Project, 2020 (reproduit avec autorisation)".

## TABLES RONDES SUR LA JUSTICE DE L'EAU PROBLÈMES, REVENDICATIONS + STRATÉGIES

### QUI SOMMES-NOUS ?

Justice de l'eau, égalité d'accès, égalité dans le pouvoir de décision, rejet des gouvernements capitalistes, lutte contre les gouvernements et les entreprises, accès à l'eau pour tous, priorité aux personnes par rapport aux industries, allocation de l'eau aux agriculteurs noirs émergents, changement du système de propriété et d'utilisation des terres, décentralisation des forums des bassins versants, augmentation du nombre de forums de bassins versants, allocation de l'eau en fonction du nombre de personnes dans le ménage, loi alternative sur l'alimentation, souveraineté alimentaire, souveraineté hydrique, souveraineté en matière de connaissances, les industries doivent payer plus que les consommateurs domestiques, protection de l'environnement, lutte contre le changement climatique, les personnes et la planète au-dessus du profit, permaculture, agroécologie, mettre en œuvre des politiques progressistes, arrêter de construire de grands barrages, refonte des méthodes agricoles, les services publics doivent être publics, pas de privatisation, pas de recouvrement des coûts, pas de modèles de gestion d'entreprise, annulation de la dette d'eau, pas de compteurs d'eau prépayés, pas de marchandisation du bien public, eau gratuite, fourniture d'eau suffisante, les municipalités ne devraient pas être obligées de lever leurs propres fonds, développement communautaire, responsabilité des municipalités, récupération de nos biens communs, revue des accords d'entreprise à long terme, redevabilité du secteur privé, suppression des appels d'offres, l'agromine doit fournir des réparations, la reconnaissance, la réhabilitation, les conseillers doivent être contrôlés par le peuple, le gouvernement doit répondre à la société civile, transparence financière, arrêter le sabotage de l'eau, réparation des fuites, systèmes de facturation fonctionnels, gestion appropriée des eaux usées, réparation des éoliennes, eau pour les infrastructures, ramasser les déchets dans les petits barrages pour les nettoyer, construction de petits barrages plutôt que de grands barrages, une seule maison; citernes JoJo, raccordement de l'eau dans la cour, les gens doivent connaître la qualité de l'eau, nettoyage des rivières, maintien et réparation des puits de forage, systèmes de remplissage équitables, eau potable, éducation et formation sur l'accès à l'eau et l'autogestion, plus grande implication des communautés dans les problèmes des déplacés internes.

*Les tables rondes sur la justice de l'eau (WJRT) étaient une série de trois ateliers qui ont réuni plus de 45 organisations différentes en Afrique du Sud entre septembre 2018 et juillet 2019. Elles étaient co-organisées par le projet Blue Planet, le collectif African Water Commons, le Surplus People Project, l'Environmental Monitoring Group et Tshintsha Amakhanya. Les organisateurs cherchaient à rassembler des activistes et des groupes de toutes les régions du pays qui travaillaient contre l'exclusion des pauvres de l'accès à l'eau, l'exploitation de l'eau par les entreprises et la gestion durable des ressources en eau.*

"Ronald Wesso with Koni Benson, "Three Water Justice Roundtables in South Africa," Blue Planet Project, 2020 (reproduit avec autorisation)".

## TABLES RONDES SUR LA JUSTICE DE L'EAU PROBLÈMES, REVENDICATIONS + STRATÉGIES

### COMMENT ALLONS-NOUS Y PARVENIR ? STRATÉGIES ET MESURES

Tables rondes sur la justice de l'eau, Plan populaire pour la justice de l'eau, Partage de l'information, Réfléchir aux stratégies, Solidarité translocale, Suivi au niveau international, Lier le local à l'international, Les groupes locaux au centre de la stratégie, Rendre compte et relier les stratégies locales, Contester le contrôle de la prise de décisions sur l'eau, Construire des passerelles entre les milieux ruraux et urbains, Unir les petits agriculteurs, établissements humains informels, townships, activistes, universitaires et ONG, Unir les communautés de base avec des chercheurs progressistes, Sensibiliser les résidents non encore inclus, développer un langage accessible, Renforcer la confiance entre les activistes de la justice de l'eau, Trouver la véritable image de l'utilisation de l'eau par les entreprises, Redistribution des richesses, Redistribution des terres, Décolonisation, Une approche panafricaniste, Renforcer l'organisation des communautés, Développer des alternatives pratiques, Contester les processus législatifs et politiques, Créer des conseils communautaires de l'eau, Comités d'action agricole pour l'eau, Rassemblements « Gap tap », Recherche-action participative, Soutenir la charte de la justice climatique, Mobiliser la société civile, Construire un mouvement, Développer des liens avec des ONG, Travailler avec des experts en droit et en sciences, Travailler avec les communautés, Actions de solidarité liées à d'autres luttes, Analyse genrée des luttes pour l'eau, Campagne pour un salaire vital, Créer du matériel pédagogique et des ressources de formation, Cartographie des ressources en eau, Profils communautaires de l'eau, Politiser le robinet, Créer une stratégie de communication, Actions directes, Occuper les ressources et les actifs, Défendre les connaissances autochtones, Contrôle communautaire de l'eau, Développement communautaire basé sur les actifs, Collecte de l'eau, Permaculture de l'eau, Usage des eaux grises, Utilisation des pompes fabriquées à la main, Plombiers du peuple pour réparer les fuites et raccorder les tuyaux, Créer des coopératives, Planifier les engagements avec les pouvoirs publics, Dénonciations, Désobéissance civile, Rassemblements de mass, Veillées pour l'eau, Lobbying pour la décentralisation et l'expansion du système des associations de gestion des bassins versants, Plan alternatif pour la justice de l'eau à suggérer aux populations, Mettre en place des processus d'élaboration des stratégies. formation sur l'accès à l'eau et l'autogestion, plus grande implication des communautés dans les problèmes des déplacés internes.

*Les tables rondes sur la justice de l'eau (WJRT) étaient une série de trois ateliers qui ont réuni plus de 45 organisations différentes en Afrique du Sud entre septembre 2018 et juillet 2019. Elles étaient co-organisées par le projet Blue Planer, le collectif African Water Commons, le Surplus People Project, l'Environmental Monitoring Group et Tshintsha Amakhanya. Les organisateurs cherchaient à rassembler des activistes et des groupes de toutes les régions du pays qui travaillaient contre l'exclusion des pauvres de l'accès à l'eau, l'exploitation de l'eau par les entreprises et la gestion durable des ressources en eau.*

**Notre approche de construction de mouvement féministe crée les conditions permettant aux femmes d'organiser, de mobiliser et de transformer le pouvoir dans quatre domaines interconnectés de leur vie :**

**UNE VOIX :** les femmes jouissent de la liberté d'expression et du droit de participer, et ont une voix et un pouvoir.

**SÉCURITÉ ET PROTECTION :** protection Stratégies collectives - alliances, collaboration et réseaux de protection - qui offrent la force du nombre pour l'impact et la sécurité. Les femmes se sentent en sécurité pour être qui elles sont dans tous les aspects de leur vie, dans leurs foyers, leurs lieux de travail, leurs organisations et dans la rue, et peuvent exercer leurs droits et participer politiquement sans être confrontées à la violence.



**RESSOURCES :** l'Accès à la terre, à l'eau et aux services publics, et reconnaissance du travail formel, informel et de soins. Les femmes soutiennent les moyens de subsistance et les droits du travail, l'accès aux services publics et la capacité d'utiliser et de protéger durablement leurs terres, leurs forêts et leurs eaux.pouvoir.

**CORPS :** : Justice de genre, santé, droits sexuels et reproductifs, identité et bien-être. Les femmes jouissent d'une intégrité et d'une autonomie corporelles, notamment en matière de sexe et de sexualité, de droits reproductifs et sexuels, d'identité de genre, de santé et de bien-être, et sont à l'abri de la violence.

**JASS ANNUAL REPORT 2019: FEMINIST MOVEMENT BUILDING APPROACH**

## EXEMPLE C : WOMIN CONSTRUIT DES ALTERNATIVES DE DÉVELOPPEMENT ÉCOFÉMINISTES AFRICAINES

WoMin est une organisation basée à Johannesburg composée d'une équipe d'activistes, de penseuses, de praticiennes et de chercheuses de tout le continent et du monde entier.

WoMin oeuvre dans la recherche, les écoles féministes, les échanges, la solidarité, l'organisation et les campagnes en partenariat avec des organisations dans 13 pays d'Afrique.



Dans chacun de ces pays, WoMin travaille en partenariat avec une ou deux organisations qui partagent une perspective et une stratégie complémentaires. L'objectif de son travail est de soutenir les femmes, les communautés et les défenseuses de l'environnement touchées par les projets de développement extractivistes à but lucratif tels que l'exploitation minière et les méga barrages.

Elle soutient qu'une économie extractiviste est violente car elle détruit les écosystèmes dans les masses d'eau, les forêts, les terres et les communautés. Les travailleurs et les femmes des communautés extractives sont confrontés à une exploitation extrême de leur travail et de leur corps ainsi qu'une augmentation de la violence et de la violence sexuelle de la part des militaires et des agents de sécurité privés présents dans ces zones. WoMin promeut les alternatives de développement écoféministes africaines, comme expliqué sur son site Web :



**WoMin cherche à découvrir, construire et promouvoir les alternatives de développement écoféministes africaines (le OUI) à l'extractivisme destructeur dominant. Cela implique la construction des perspectives écoféministes africaines, la conceptualisation et la promotion d'un concept écoféministe africain de transition juste, la définition des alternatives d'énergie renouvelable justes et le soutien de la démocratisation du processus de prise de décision à travers des luttes pour les droits de consentement des femmes et de leurs communautés. En soutenant l'organisation féministe et la construction de mouvements, nous aidons les paysannes et les femmes de la classe ouvrière à promouvoir le pouvoir alternatif, à revendiquer leur souveraineté en matière de développement et à construire leur imagination et leurs propositions pour une Afrique différente.**

<https://womin.africa/development-alternatives/>

<https://womin.africa/a-cry-for-water-women-across-south-africa-demand-their-right-to-water-life/> <https://womin.africa/c19-womens-solidarity-forum/>

WoMin fait partie d'un projet continental qui vise à aider les femmes rurales et marginalisées à travers le continent à rêver d'une communauté, d'une nation et d'une Afrique différentes, à identifier et à soutenir des modes de vie alternatifs et à construire une vision collective exprimée à travers une Charte des femmes africaines.

En 2018, WoMin a publié la Déclaration de Mogale en solidarité avec les paysannes et les femmes de la classe ouvrière dans leur création d'une vision collective pour un avenir juste et durable. La Déclaration est soutenue par plusieurs représentants d'organisations de la société civile, telles que les membres des Amis de la Terre, JASS, l'Assemblée des femmes rurales et quelques institutions universitaires. Cette Déclaration est considérée comme étant la « naissance d'un processus de construction d'une charte écoféministe africaine pour une transition juste ».

Le contenu de cette « transition juste » devrait être guidé par les perspectives et les intérêts des femmes africaines dans les communautés, les organisations et les mouvements populaires. Pour ce faire, WoMin a publié en 2019 une brochure intitulée « Si un autre monde est possible, qui l'imagine ? Construire une alternative de développement écoféministe en temps de crise systémique profonde ». Le processus de construction d'alternatives de développement justes est déjà en cours.

Dans un article de blog qui rapporte les expériences des femmes rurales en Afrique du Sud pendant la

pandémie de Covid-19, l'eau est considérée comme "l'un des problèmes les plus brûlants". De nombreuses communautés rurales n'ont pas d'accès fiable à l'eau et les protestations et revendications des femmes se sont heurtées à la répression de l'État. Pendant le confinement de Covid-19, WoMin a publié une déclaration avec le Forum de solidarité des femmes C19 dans laquelle une demande urgente est adressée au président sud-africain pour résoudre la crise de l'eau.

Emem J. Okon du Kebetkache Women Development and Resource Centre, Etat de Rivers, au Nigeria (Rivers se trouve dans la région pétrolière du delta du Niger où les femmes luttent quotidiennement contre les effets de la pollution des cours d'eau, des ruisseaux et des forages), fait partie du réseau WoMin et étaient parmi les intervenantes lors d'un webinaire qui a réfléchi sur le genre et l'eau à l'occasion du 10ème anniversaire de l'inscription du droit humain à l'eau dans le droit international. Ce webinaire a été organisé par le Blue Planet Project en collaboration avec des alliés du mouvement international pour la justice de l'eau et a réuni les femmes noires de première ligne dans le combat pour l'eau, notamment en Afrique du Sud, en Indonésie, à Détroit, en Palestine et au Mexique. Il ressort clairement de ce webinaire qu'il est nécessaire de partager les connaissances et les stratégies issues de ces luttes à travers l'Afrique et les pays du Sud. Ce sont nos baromètres pour savoir où en sont les combats pour les femmes et l'eau, où nous devons aller et comment nous prévoyons d'y arriver.

**EN 2018, WOMIN A PUBLIÉ LA DÉCLARATION DE MOGALE EN SOLIDARITÉ AVEC LES PAYSANNES ET LES FEMMES DE LA CLASSE OUVRIÈRE ALORS QU'ELLES CONSTRUISENT UNE VISION COLLECTIVE POUR UN AVENIR JUSTE ET DURABLE. LA DÉCLARATION EST SOUTENUE PAR PLUSIEURS REPRÉSENTANTS D'ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE TELLES QUE LES MEMBRES DES AMIS DE LA TERRE, JASS, L'ASSEMBLÉE DES FEMMES RURALES ET QUELQUES INSTITUTIONS UNIVERSITAIRES**

<https://womin.africa/development-alternatives/>  
<https://womin.africa/a-cry-for-water-women-across-south-africa-demand-their-right-to-water-life/> <https://womin.africa/c19-womens-solidarity-forum/>

# CONCLUSION : VERS UNE CAMPAGNE POUR LA JUSTICE DE L'EAU EN AFRIQUE

*REMETTRE EN QUESTION LA POLITIQUE DE L'EAU PEUT S'AVÉRER DANGEREUX, COMME NOUS LE SAVONS AU TRAVERS DE NOTRE TRAVAIL AVEC LES DÉFENSEURES DES DROITS HUMAINS DANS LES LUTTES POUR LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE. DES ACTIVISTES ONT ÉTÉ CIBLÉES ET TUÉES ALORS QU'ELLES COMBATTAIENT DES MULTINATIONALES ET DES GOUVERNEMENTS. DANS CE CONTEXTE, IL EST URGENT D'APPUYER LES FÉMINISTES DE LA LIGNE DE FRONT QUI S'ORGANISENT AUTOUR DE L'EAU ET DE RENFORCER LA SOLIDARITÉ ENTRE LES GENS DE DIFFÉRENTES RÉGIONS*

Dans le même temps, des groupes d'activistes qui rejettent les politiques néolibérales de l'eau résistent et s'organisent, bien qu'ils rencontrent un certain nombre de défis, notamment un manque de ressources. Dans ce contexte, il est urgent d'appuyer les féministes de la ligne de front qui s'organisent autour de l'eau et de renforcer la solidarité entre les gens de différentes régions.

À l'heure actuelle, il n'y a pas de réseau continental de groupes qui s'organisent principalement autour de la justice de l'eau. Il s'agit d'une lacune que nous trouvons inquiétante au moment où les investisseurs étrangers et les gouvernements cherchent à ouvrir les marchés de l'eau en Afrique. Il existe des défis organisationnels concernant les ressources et le partage d'un langage et d'une politique communs. De plus, remettre en question la politique de l'eau peut s'avérer dangereux, comme nous le savons au travers de

notre travail avec les défenseures des droits humains dans les luttes pour la justice environnementale. Des activistes ont été ciblés et tués alors qu'elles combattaient des multinationales et des gouvernements.

Dans ce contexte, il est urgent d'appuyer les féministes de la ligne de front qui s'organisent autour de l'eau et de renforcer la solidarité entre les gens de différentes régions. Pour intervenir dans cette crise, cette campagne pour la justice de l'eau visera à renforcer l'organisation et la connexion des femmes africaines dans les formations de première ligne pour la justice de l'eau. Elle visera également à engager des conversations critiques et une analyse féministe des luttes pour la justice de l'eau avec les femmes africaines et leurs organisations, et à développer des alternatives au modèle néolibéral dominant de gouvernance de l'eau.

## RECOMMANDATIONS :

# PERTURBER LE FLOT DES POLITIQUES NÉOLIBÉRALES DE L'EAU EN AFRIQUE

### CETTE ÉTUDE DE CAS SOULÈVE DES POINTS CLÉS À PRENDRE EN COMPTE :

- Soutenir les campagnes pour la justice de l'eau qui visent le renforcement de l'organisation de base et la construction de mouvements féministes. Il s'agit notamment des groupes de femmes et des communautés qui ne s'identifient pas nécessairement comme des « organisations du secteur de l'eau » mais qui se mobilisent autour des questions liées à l'eau telles que la terre, le logement et les industries extractives.
- Saisir l'opportunité du Forum populaire mondial alternatif de l'eau qui se tiendra à Dakar en 2022 pour renforcer la solidarité avec les groupes et mouvements de base, créer une convergence des luttes pour l'eau, générer des contre-récits et partager des connaissances, des stratégies et des histoires qui inspireront la lutte continentale et mondiale pour la justice de l'eau et la justice sociale.
- Plusieurs formations et activistes de base ne font pas forcément partie des organisations ou des ONG. Les bailleurs de fonds doivent soutenir et renforcer l'auto-organisation des bénéficiaires de fonds et établir des liens avec davantage de groupes de base et de femmes sur le continent pour créer une convergence des luttes et renforcer la solidarité.
- Soutenir une campagne féministe sur la justice de l'eau à l'échelle de l'Afrique pour compléter et remettre en question les approches de développement et apolitiques des luttes pour l'eau en analysant les causes profondes des problèmes d'eau des femmes et des injustices sociales plus larges.
- Catalyser des conversations et des débats critiques qui aident à façonner les agendas grâce à des réunions stratégiques pour construire une perspective et une pratique féministes dans la lutte pour le contrôle communautaire démocratique de l'eau et l'accès à celle-ci
- Renforcer les capacités des organisations de défense des droits des femmes qui s'engagent dans la justice environnementale et climatique en Afrique pour développer une éducation populaire et politique sur les luttes pour la justice de l'eau.
- Fournir des subventions ciblées dans le domaine de la justice de l'eau et de la construction de mouvements féministes.

Enfin, recommander une recherche plus collaborative avec des activistes sur les luttes actuelles pour la justice de l'eau menées par des femmes et des féministes à travers le continent. Nous sommes conscientes du fait que nous n'avons pu « voir » qu'une image particulière de ce à quoi ressemblent actuellement les luttes pour la justice de l'eau. Nous savons qu'il y a beaucoup de femmes qui se battent, s'organisent et défient le pouvoir pour se libérer et libérer leurs communautés de l'injustice et de l'oppression. Leurs expériences et histoires ne sont pas visibles sur Internet ou dans les rapports des ONG. Le néolibéralisme tente de rendre invisible la politique de l'eau. Par conséquent, insister sur une analyse féministe du pouvoir par rapport à la justice de l'eau est une contribution à la perturbation de cette marée.



**Il est urgent de renforcer les féministes sur la ligne de front qui s'organisent autour de l'eau et de renforcer la solidarité entre les gens de différentes régions**

# REFERENCES

## LITTÉRATURE

Ahlers, Rhodante and Margreet Zwarteveen. 2009. 'The water question in feminism: water control and gender inequities in a neo-liberal era', *Gender, Place and Culture*, 16:4, 409-426, DOI: 10.1080/09663690903003926

Barlow, Maude and Tony Clarke. 2002. *Blue Gold: The Battle Against Corporate Theft of the World's Water*, Stoddart, Toronto

Benson, Koni (University of the Western Cape) Ebrahiem Fourie and Leonard Shang-Quartey. 2019. 'The Flow of Power: Reflecting on Resisting Water Privatization in Ghana and South Africa', *Pathways to Free Education*, Vol. 4, 111-128

Benson, Koni (University of the Western Cape) 2020. 'PanAfricanism, Feminism, and Popular Education in the Struggle Against Water Grabbing in Africa: An Interview with Coumba Toure', *Agenda*, 1-10

Brownhill, L and T E Turner. 2019. *Ecofeminism at the Heart of Ecosocialism, Capitalism Nature Socialism*, 30:1, 1-10

Chaisse, Julien and Marine Polo. 2015. 'Globalization of Water Privatization: Ramifications of Investor-State Disputes in the 'Blue Gold' Economy', *Boston College International and Comparative Law Review*, 38.1

Green, Lesley. 2020. *Rock I Water I Life – Ecology and Humanities For A Decolonial South Africa*, Duke UP

Karunanathan, Meera. Can the human right to water disrupt neoliberal water policies in the era of corporate policy-making? *Geoforum* 28, 244-53

Loots, Liane. 2011. 'Revisiting gender ecology and eco-feminism: A profile of five contemporary women water activists', Vol. 25, No. 2 (88). *The politics of water* (2011), pp 6-16

MacDonald, D A., S J Spronk and D. Chavez (Eds). 2020. *Public Water and Covid-19: Dark*

*Clouds and Silver Linings, Municipal Services Project* (Kingston), Transnational Institute (Amsterdam) and Latin American

Council of Social Sciences (CLACSO) (Buenos Aires)

Rombo, Dorothy O, Anne Namatsi Lutomia and Tuman Malinga. 2017. 'Water and Sanitation in East Africa: Perspectives from Africana Feminism', *Africology: The Journal of Pan African Studies*, Vol.10, No.5

Shang-Quartey, L. 2017. *The Fall of the Prepaid Water Meters in Ghana: An Account of a Successful CSO's Campaign Against the Meters*, edited by Koni Benson, Blue Planet Project

Sultana, F and A Loftus (Eds). 2020. *Water Politics: Governance, Justice and the Right to Water*, Routledge

Vandana, Shiva. 2001. *Water Wars: Privatization, Pollution and Profit*, Pluto Press, London

Zwarteveen, Margreet Z, and R Boelens. 2014. 'Defining, researching and struggling for water justice: some conceptual building blocks for research and action', *Water International*, 39:2, 143-158

## RAPPORTS

CARE and IRC. 2020. Global Rapid Gender Analysis for Covid-19  
<https://insights.careinternational.org.uk/publications/global-rapid-gender-analysis-for-covid-19>

Lobina, Emanuele, Satoko Kishimoto and Olivier Petitjean. 2014. 'Here to Stay: Water Remunicipalisation as a Global Trend', Public Services International Research Unit (PSIRU), Transnational Institute (TNI) and Multinational Observatory  
<https://www.tni.org/files/download/heretostay-en.pdf>

The Declaration of the Coalition Against Water Privatisation, (14 September 2007)  
<http://apf.org.za/spip.php?article161>

Wilson, Jessica and Taryn Pereira. 2012. 'Water demand management's shadow side: Tackling inequality and scarcity of water provision in Cape Town', EMG Water and Climate Change Research Series, Report No.7. Cape Town: Environmental Monitoring Group

'Land Deal Brief: Land Grabs Leave Africa Thirsty'. 2011. Oakland Institute  
<https://www.oaklandinstitute.org/land-deal-brief-land-grabs-leave-africa-thirsty>

## WEBINARS, PODCASTS

Transnational Institute, Public is Back Webinar with Aderonke Ige on 'Our Water, Our Rights Campaign' in Lagos, Nigeria <https://www.tni.org/en/article/public-is-back-proposals-for-a-democratic-just-economy-webinar-recording>

Ruth Nyambura <https://www.newsclick.in/ruth-nyambura-venezuelan-revolution-african-revolution>

WoMin Webinar: how to support women's organising in a time of crisis?  
<https://womin.africa/womens-organising-in-a-time-of-crisis-lessons-from-the-learning-exchange/>

Water Justice in the time of Covid 19, a blog by Meera Karunanathan, which includes an overview of and link to audio of a webinar: <https://canadians.org/analysis/water-justice-time-covid-19>

Laila Malik, 'We need an anti-colonial, intersectional feminist climate justice movement', AWID (3 October 2019) <https://www.awid.org/news-and-analysis/we-need-anti-colonial-intersectional-feminist-climate-justice-movement>

# SITES WEB DES ORGANISATIONS

ActionAid <https://actionaid.org/>

Africans Rising: [www.africans-rising.org](http://www.africans-rising.org)

Aruwe <https://www.aruweug.org/water-sanitation>

Blue Planet Project [www.blueplanetproject.net](http://www.blueplanetproject.net)

Care International <https://www.care-international.org/>

COPAC <https://copac.org.za/>

Earthlife <https://earthlife.org.za/>

Embrace Relief <https://www.embracerelief.org/>

Environmental Rights Action, Nigeria <https://erafoen.org>

Friends of the Earth South Africa, Groundwork [www.foei.org/member-groups/africa-2/south-africa](http://www.foei.org/member-groups/africa-2/south-africa)

Friends of the Earth Mozambique / JA! Justicia Ambiental <https://ja4change.org>

Gender and Water Alliance <http://genderandwater.org/en/about-the-gender-and-water-alliance>

JASS <https://www.justassociates.org/>

Natural Justice <https://naturaljustice.org/>

WIEGO <https://www.wiego.org/>

Oxfam <https://www.oxfam.org/en>

Rural Women's Assembly <https://ruralwomensassembly.wordpress.com/>

UNICEF <https://www.unicef.org/>

WaterAid <https://www.wateraid.org/>

WHO <https://www.who.int/>

WoMin <https://womin.africa/>

World Vision <https://www.worldvision.org/>

# INTERVIEWÉS

Aderonke Ige (email) 1 Mars 2021

Human Rights. Development. Social impact.

Carol Werunga (Zoom) 19 Février 2021

Urgent Action Fund-Africa, Programme Coordinator Solidarity and Support

David Boys (Zoom) 04 Mars 2021

Public Services International, Deputy General Secretary

Koni Benson (Zoom) 18 Février 2021

Historian, organiser and educator. Lecturer in the Department of History at the University of the Western Cape, South Africa

Meera Karunanathan (Zoom) 22 Février 2021

Blue Planet Project

Ndana Bofu-Tawamba (Zoom) 24 Février 2021

Urgent Action Fund-Africa, Executive Director

Olatunji Buhari (email) 20 Février 2021

Corporate Accountability and Public Participation Africa (CAPPA)

Shinaz Ali (Zoom) 23 Février 2021

Urgent Action Fund-Africa, Feminist Republik Culture Curator

**RE-CONÇU EN FRANÇAIS PAR :**  
Balembe Cecilia K(arrowgraphics)

**PUBLIÉ PAR :**

**URGENT  
ACTION  
FUND +  
AFRICA**

FOR WOMN'S HUMAN RIGHTS

**POUR EN SAVOIR PLUS, FAIRE UN DON OU DEMANDER  
UNE SUBVENTION, CONTACTEZ-NOUS À :**

Urgent Action Fund-Africa (UAF-Africa)  
2nd Floor | Riara Corporate Suites | Riara Road |  
Kilimani P.O. Box 53841-00200 Nairobi Kenya  
**Tél :** +(254) 20 2301740 | **Fax:** +(254) 20 2301740  
**Portable du bureau :** +(254) 726577560  
**Courriel :** info@uaf-africa.org  
**Site web :** www.uaf-africa.org  
**Twitter :** @UAFAfrica  
**Facebook:** Urgent Action Fund-Africa  
**Instagram:** uafafrika